



N° 7 - Octobre-Novembre 2012

Bilan conjoncturel 2012

En 2012, prix à la production élevés pour les grandes cultures et les viandes

En 2012, les productions végétales et animales françaises sont commercialisées pour la plupart à des prix plus élevés qu'en 2011, le lait faisant notamment exception. Les prix à la production contrebalancent l'offre réduite sur les marchés. Quasiment toutes les productions végétales ont été limitées : l'année agricole 2012 s'est déroulée dans des conditions météorologiques éloignées des normales saisonnières à des moments clés des cycles de production, à la fois en France et dans les pays producteurs du reste du monde. Toutes les productions animales reculent aussi, sauf la production de volailles qui se maintient. En 2012, les exploitants agricoles subissent une hausse, qui s'accroît fortement depuis 2010, des prix de l'énergie et de l'alimentation animale. Ces derniers, stimulés par l'envol des prix des matières premières, ont augmenté plus vite que les prix à la production des produits animaux : leur haut niveau atteint mi-2012 ravive le ciseau de prix défavorable qui a touché les secteurs de l'élevage en 2011.

En termes d'échanges extérieurs, l'excédent agroalimentaire français est plus important qu'en 2011, soutenu par la demande croissante des pays

tiers en produits transformés, en particulier des pays de l'Asie orientale et du Sud-Est en vins d'appellation et champagnes. Pour la seconde campagne consécutive, les exportations 2011/2012 de vins vers les pays tiers ont dépassé celles à destination de l'Union européenne. Grâce à ce dynamisme, les prix des vins d'appellation d'origine protégée maintiennent leur croissance, contrairement aux vins sans appellation.

Depuis le début 2012, l'impact des accidents climatiques sur les productions végétales, de même que sur la consommation des fruits et légumes, a été diversement défavorable ou favorable selon les régions et l'avancée dans la campagne. Se sont succédés une vague de froid en février, des épisodes de gel en avril, des pluies au printemps et dans la première quinzaine de juillet, puis un temps sec de la mi-juillet à l'automne. Le froid de février a nui aux céréales d'hiver. C'est au contraire le temps sec qui a plus tard limité les rendements du maïs, de la pomme de terre et de la betterave, récoltés à la fin de l'été et à l'automne. Au printemps, le gel d'avril puis les précipitations abondantes associées aux températures fraîches ont gêné la floraison et la nouaison des arbres fruitiers, grevant leur poten-

tiel de production. De même pour les légumes cultivés en plein champ ou sous serre froide. Dans les principaux départements viticoles, les pluies associées au contraire aux températures clémentes de mai-juin ont favorisé le développement rapide de foyers de mildiou et, en 2012, la récolte française de vins serait la plus petite récolte depuis quarante ans.

En revanche, le climat a été favorable en 2012 aux céréales à paille, récoltées en juillet-août : leurs rendements sont nettement plus forts qu'en 2011, où ils avaient au contraire été très pénalisés par le climat exceptionnellement chaud et sec du printemps. Selon les estimations du Service de la statistique et de la prospective au 1^{er} octobre 2012, la récolte de 2012 serait plus importante qu'en 2011 malgré le recul des surfaces lié au gel hivernal. L'orge de printemps sort particulièrement gagnante de cette campagne, ayant bénéficié de la reconversion des surfaces de blé tendre sinistrées par le gel. La campagne fourragère s'achemine quant à elle vers une production 2012 correspondant à une année moyenne, la pousse d'herbe ayant fortement ralenti en septembre après avoir profité d'une humidité des sols très favorable jusqu'en juillet.

Les prix céréaliers et oléagineux se sont affolés pendant l'été, dépassant les plus hauts niveaux atteints au début de la campagne 2007/2008 et début 2011. Après une détente des cours entre février et avril 2012, la tendance s'est inversée en juillet en raison des tensions sur les marchés mondiaux. Celles-ci étaient provoquées par la réduction prévue des récoltes de céréales à paille sur le pourtour de la mer Noire, et de celles de maïs et de soja aux États-Unis. Les cours français des graines de colza et de tournesol sont liés au cours mondiaux du soja qui s'inscriraient sur une tendance durablement haussière, mais dépendent aussi de l'équilibre des bilans européens. En septembre et octobre, la hausse des cours du maïs et des oléagineux ralentit sur les marchés mondiaux : à la hausse saisonnière des disponibilités, s'ajoutent l'arrivée précoce de la récolte américaine de maïs et l'annonce d'une production très abondante du soja sud-américain. Pour le blé tendre et l'orge, les prix restent soutenus. À l'inverse des autres grandes cultures, le prix du sucre continue de baisser des niveaux élevés atteints fin 2010, en raison de l'accroissement des stocks mondiaux.

En 2012, les prix à la production des animaux de boucherie continuent d'augmenter mais ceux des volailles se replient légèrement en dessous des prix de 2011, année pour laquelle ils s'étaient nettement renchérissés. La demande toujours soutenue des pays tiers, notamment de la Turquie en gros bovins, et le tassement de l'offre européenne favorise l'écoulement des pro-

ductions françaises de bovins, de porcins et de volailles. En 2012, la hausse des prix sur un an est très nette pour les porcins du fait des exportations, et pour toutes les catégories de gros bovins et les brotards. La hausse des cours des bovins dure depuis septembre 2010, traduisant la hausse de la demande à l'exportation de bovins vivants et de viande bovine. La chute de la production bovine au premier semestre 2012 repose sur une diminution des exportations, et aussi des abattements après la profusion de 2011. Entre 2011 et 2012, le cheptel laitier a mieux résisté que l'allaitant.

Concernant les produits animaux, en cumul de janvier à septembre 2012, la collecte de lait de vache maintient une légère avance sur 2011, contrairement au prix du lait. Celui-ci est passé en dessous du prix élevé de 2011 à partir d'avril 2012, ce recul provoquant le décrochage de la collecte à partir de juillet, avec trois mois d'inertie. La baisse du prix à la production du lait est intervenue dans le contexte d'une baisse des prix des produits laitiers industriels au premier semestre, notamment des poudres et du beurre, au niveau français mais aussi européen et mondial. Pour autant, au second semestre dans le courant de l'été, les prix industriels laitiers repartent à la hausse. En 2012, le prix des oeufs de consommation a grandement contribué à la hausse globale sur un an des prix à la production : il a atteint en début d'année un niveau exceptionnellement élevé à cause de la raréfaction de l'offre liée à la normalisation des cages de pou-

lettes de ponte en vigueur au 1^{er} janvier 2012.

En 2012, les légumes et les fruits sont beaucoup mieux commercialisés qu'en 2011, à l'exception du melon, de la courgette et de la cerise qui ont fait l'objet d'une déclaration de crise conjoncturelle. La campagne de commercialisation est particulièrement favorable pour la fraise, la laitue d'été et la tomate. Pour celle-ci et le concombre, la situation s'est nettement redressée, après une campagne 2011 très perturbée par la crise E. Coli. L'indicateur de chiffre d'affaires pour l'ensemble de la France affiche pour la plupart des produits une hausse importante par rapport à 2011. Des prix à la production élevés compensent l'offre intérieure limitée à cause du climat, mais aussi de la réduction quasi-générale des surfaces. L'abricot s'en tire malgré des prix en deçà de 2011 sur toute la campagne, toute la production ayant trouvé des débouchés même pour les produits de moindre qualité. Par ailleurs, les produits français n'ont pas subi une grosse pression de la concurrence étrangère, le climat ayant également sévi dans les pays fournisseurs. Les productions de pomme et de poire chutent chacune de 25 %. Pour la pomme, il s'agirait de la plus faible récolte depuis dix ans. La consommation des produits d'été, défavorisée en juillet par un climat pluvieux et plutôt frais, s'est ensuite activée avec le réchauffement des températures. Le début de la campagne 2012/2013 s'avère prospère pour la carotte, le chou-fleur d'été et le poireau, alors que le démarrage est lent en septembre pour l'endive chicon.

Christine Deroin

Sommaire du bilan

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole	5	<i>P. Casagrande, C. Deroin, A. Renaud, A. Viguier, G. Wemelbeke</i>
Synthèses		
Les accidents climatiques de 2012 impactent la plupart des productions végétales, <i>Climatologie</i>	17	<i>D. Rodier et L. Bernadette, J. Gabrysiak, A. Renaud</i>
Oléagineux : vers un marché durablement tendu ?, <i>Oléagineux</i>	21	<i>A. Renaud</i>
Cours soutenus pour la majorité des fruits d'été en 2012, <i>Fruits</i>	27	<i>L. Bernadette</i>
Après un pic en 2011, la production bovine baisse au premier semestre 2012, dans un contexte de cours élevés, <i>Animaux de boucherie</i>	31	<i>M-A. Lapuyade</i>
Reprise des prix industriels laitiers sur le second semestre 2012, <i>Lait</i>	37	<i>G. Martin-Houssart</i>
Fortes hausses des prix de l'alimentation animale entre 2010 et 2012, <i>Moyens de production</i>	41	<i>A. Viguier</i>
L'excédent agroalimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés, <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i>	45	<i>G. Wemelbeke</i>
Organismes et abréviations	53	
Pour en savoir plus	55	

Liste des Infos rapides parues

<i>Animaux de boucherie</i> , n° 9/11, octobre 2012	<i>M.A. Lapuyade, C. Pendariès</i>
<i>Aviculture</i> , n° 9/11, octobre 2012	<i>C. Pendariès</i>
<i>Carotte</i> , n° 3/6, octobre 2012	<i>J. Fressignac</i>
<i>Chicorée</i> , n° 2/5, octobre 2012	<i>J. Fressignac</i>
<i>Climatologie</i> , n° 10/12, octobre 2012	<i>J. Gabrysiak</i>
<i>Commerce extérieur agroalimentaire</i> , n° 10/12, octobre 2012	<i>G. Wemelbeke</i>
<i>Endive</i> , n° 1/5, octobre 2012	<i>J. Fressignac</i>
<i>Grandes cultures et fourrages</i> , n° 8/10, octobre 2012	<i>A. Renaud</i>
<i>Lait</i> , n° 8-9/12, août-septembre 2012	<i>S. Cazeneuve</i>
<i>Laitue</i> , n° 2/6, octobre 2012	<i>J. Fressignac</i>
<i>Melon</i> , n° 5/5, octobre 2012	<i>J. Fressignac</i>
<i>Moyens de production</i> , n° 9/10, octobre 2012	<i>L. Lefebvre, A. Viguier</i>
<i>Poire</i> , n° 3/4, octobre 2012	<i>L. Bernadette</i>
<i>Pomme</i> , n° 5/6, octobre 2012	<i>L. Bernadette</i>
<i>Prairies</i> , n° 6/7, septembre 2012	<i>L. Grassart</i>
<i>Prix agricoles et alimentaires</i> , n° 9/10, octobre 2012	<i>C. Deroin</i>
<i>Stocks Pomme-Poire</i> , n° 1/10, octobre 2012	<i>L. Bernadette</i>
<i>Viticulture</i> , n° 4/5, octobre 2012	<i>L. Bernadette</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans [le Bulletin](#), et les données détaillées dans les [Données en ligne](#) du site Agreste.

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole

GRANDES CULTURES

En 2012, les conditions climatiques ont été favorables aux grandes cultures récoltées en juillet et en août. Ainsi, la production de céréales à paille progresserait de 11 % par rapport à 2011. En revanche, les rendements des cultures récoltées à la fin de l'été et à l'automne, notamment ceux du maïs, de la pomme de terre et de la betterave, diminueraient par rapport aux records de 2011. Les récoltes d'oléagineux atteindraient des niveaux supérieurs à la moyenne des cinq dernières années, avec une stabilisation par rapport à la seule année 2011 de la production de colza et un recul de celle de tournesol.

Les cours des céréales et oléagineux sur les marchés français, et mondiaux, se sont affolés durant l'été 2012, particulièrement pour le maïs et les oléagineux. En revanche en septembre et début octobre, les cours se replient progressivement avec l'arrivée sur le marché des disponibilités apportées par les nouvelles récoltes, et l'annonce de pré-visions de production satisfaisantes en Amérique du Sud. Quant au sucre, la hausse de la production mondiale fait refluer les prix du sucre.

Céréales à paille : de bons rendements

La vague de froid intense et brutale de février 2012 avait fait craindre le pire pour les cultures d'hiver : leur croissance était particulièrement avancée

à ce moment-là après un automne doux et des semis précoces. Toutefois, les précipitations printanières abondantes leur ont redonné de la vigueur. Selon les estimations au 1^{er} octobre du Service de la statistique et de la prospective (SSP), malgré un recul des surfaces lié au gel, la production de céréales à paille - blé, orge, avoine, seigle et triticale - dépasserait de 11 % la petite récolte 2011 pénalisée par la sécheresse (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, octobre 2012*).

La production française de **blé tendre** serait de 36 millions de tonnes (Mt), en hausse de 5,6 % par rapport à 2011.

Qualité des blés globalement satisfaisante en 2012, malgré des épisodes pluvieux à l'approche des récoltes

Le taux de protéines moyen se situerait à 11,4 % (11,5 % en 2011), et le poids spécifique serait de 76,1 kg/hl (- 3,3 kg/hl). Les indices de chute de Hagberg demeurent assez hauts malgré l'été pluvieux : ils dépasseraient 220 secondes pour 72 % de la production (81 % en 2011). Environ 53 % de la récolte seraient constitués de blés meuniers de qualité supérieure (60 % en 2012), le taux de protéines dépassant 11 %, la force boulangère 160 et l'indice de chute de Hagberg 120 secondes. Ce disponible permettrait à la France de répondre à la demande internationale de manière plus soutenue que lors de la dernière campagne.

Source : Enquête FranceAgriMer - Arvalis - Résultats provisoires

L'accroissement des rendements (+ 5,5 q/ha) compense la perte de plus de 100 milliers d'hectares consécutive au gel. Selon FranceAgriMer, les exportations de grains atteindraient 17,5 Mt pour la campagne 2012/2013. Elles augmenteraient à la fois vers l'Union européenne (+ 5 %) et surtout vers les pays tiers (+ 13 %, à 9,5 Mt), sans atteindre les records de 2010/2011.

La récolte de blé dur serait abondante (2,4 Mt, soit + 17 %), favorisée par un rendement élevé (54,5 q/ha). La production d'orge, de 11,3 Mt, dépasserait de 6 % la moyenne 2007-2011 sans atteindre le point haut de 2009. À la suite des remplacements en orge de printemps, la sole s'étendrait de 140 milliers d'hectares. Les rendements sont en hausse, tant pour l'orge de printemps (66,5 q/ha soit 12 % de plus que la moyenne 2007-2011) que l'orge d'hiver (67,9 q/ha, + 6 % par rapport à la moyenne). En lien avec ces fortes disponibilités, les exportations françaises d'orge se porteraient à un haut niveau en 2012/2013, gagnant 20 % vers l'Union européenne à 4,2 Mt, et 65 % vers les pays tiers à 1,3 Mt. Dans l'Union européenne, les récoltes sont faibles en Espagne et en Roumanie en raison de conditions très sèches. Concernant les pays tiers, la demande est soutenue en provenance d'Arabie Saoudite sur le début de campagne.

Maïs et oléagineux : récoltes dans la moyenne après les records de 2011

Au 1^{er} octobre 2012, la production française de maïs-grain est estimée à 15 Mt, dans la moyenne des années

2007-2011. Le rendement diminuerait de 9 % par rapport au niveau élevé de 2011 mais les surfaces s'étendraient. Le maïs non irrigué a parfois souffert des conditions sèches des mois d'août et septembre, notamment en Aquitaine et en Bretagne. Selon FranceAgriMer, les exportations atteindraient 6,6 Mt (+ 5 %) vers l'Union européenne, principal destinataire des volumes français.

La production de **colza**, à 5,4 Mt, est relativement stable par rapport à 2011. Elle demeurerait 8 % au-dessus de la moyenne quinquennale. La sole s'étendrait malgré un repli dans l'Est touché par le gel. Les rendements y sont pénalisés ainsi que dans le Nord et l'Ouest. Ils s'accroîtraient en revanche dans le Centre, première région productrice. La récolte de **tournesol** serait réduite (1,6 Mt) du fait d'un recul conjoint de la sole et des rendements. Les surfaces chutent de 20 000 ha en Midi-Pyrénées, de même qu'en Poitou-Charentes.

Protéagineux : le repli de la production continue

Après un rebond en 2010 lié aux aides en leur faveur, les surfaces françaises en protéagineux poursuivent leur chute. La récolte de **pois** perdrait 15 % par rapport à 2011, avec des surfaces en baisse de 30 % dans le Centre et en Picardie. Le rendement métropolitain serait équivalent à la moyenne sur cinq ans. En parallèle, les cours du pois sont hauts. Après une forte hausse durant l'été en sympathie avec les cours des céréales et des oléagineux, ils se stabilisent début octobre à 310 €/t, alors qu'ils étaient à 230 €/t début octobre 2011. Sur les trois premiers mois de campagne, ils se situent à 293 €/t, soit 27 % de plus que le début de campagne précédent.

Les cours des céréales et oléagineux flambent en juillet et en août...

Durant l'été 2012, les cours des céréales sont au plus haut pour la troisième fois en six campagnes. Les cours du **maïs** ont atteint des sommets, en lien

avec les inquiétudes grandissantes pour la récolte nord-américaine (*Céréales : la faible récolte américaine de maïs fait flamber les cours, Céréales et Oléagineux n° 2012/186, septembre 2012*). Entre la première et la dernière semaine de juillet, le cours du maïs rendu Bordeaux a grimpé de 37 €/t en France. Après trois mois de campagne, il dépasse de 20 % son niveau du début de campagne précédent.

Sous l'influence du maïs et en lien avec un bilan mondial relativement serré, les cours du **blé tendre** s'affolent durant l'été. Entre le début et la fin juillet, ils s'apprécient de 23 €/t pour le rendu Rouen. Sur les trois premiers mois de campagne, le prix du blé français dépasse de 29 % son niveau du début de campagne 2011. Les cours de l'orge s'accroissent également par rapport à 2011/2012 malgré un disponible accru. Ils se situent en moyenne à 225 €/t (+ 22 %). En revanche, la récolte abondante de **blé dur** pèse sur les cours : le prix du blé dur rendu Port-La-Nouvelle, en moyenne à 296 €/t, est inférieur de 10 % au début de campagne 2011, où le bilan français du blé dur était particulièrement serré.

Les cours du soja qui augmentent continuellement depuis février 2012 ont atteint de nouveaux sommets durant l'été. Le bilan mondial du soja est tiraillé entre une récolte nord-américaine en net recul, et des disponibilités accrues en Amérique du Sud. La demande asiatique soutient les cours (*Oléagineux, vers un marché durablement tendu ?, Oléagineux n° 2012/190, octobre 2012*). En fin de campagne 2011/2012, les cours français des oléagineux, particulièrement hauts, s'étaient légèrement détendus. Ils rebondissent la dernière semaine, en parallèle avec les cours des céréales qui montent en flèche à cause du bilan maïs serré. Les cours oléagineux sont attisés par les cotations mondiales du soja tirées à la hausse par la faiblesse annoncée de la récolte mondiale de soja, et par des craintes pour les productions européennes et ukrainienne de colza.

En août, le cours du **colza** rendu Rouen se place à 503 €/t, presque

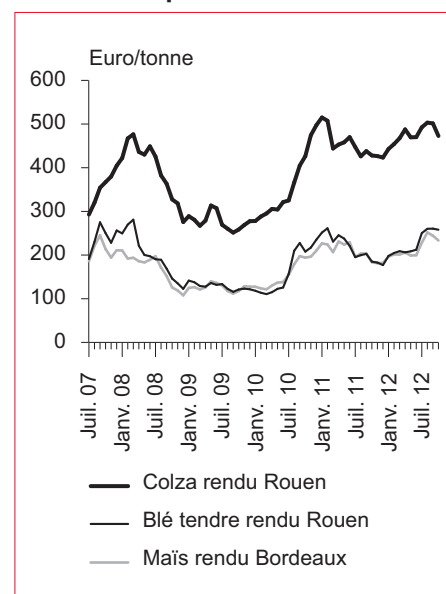
aussi haut que le pic de janvier 2011. Sur les trois premiers mois de campagne, le prix du colza dépasse de 14 % son niveau du début de campagne précédent.

Pour le **tournesol**, l'emballement des cours durant l'été 2012 est encore plus net, avec 80 €/t de différence entre la cotation de début juillet et celle de début septembre. En outre, les récoltes en tournesol dans l'Union européenne sont prévues en baisse de 16 % par rapport à 2011, avec un recul de 500 milliers de tonnes en Roumanie, 350 en Espagne et 200 en France ou en Hongrie. Après trois mois de campagne, le prix du tournesol est en moyenne supérieur de 31 % au prix moyen de juillet à septembre 2011.

... mais, en septembre et surtout début octobre, ils tendent à se replier

En septembre, les marchés mondiaux des grandes cultures s'apaisent un peu, grâce à la hausse saisonnière des disponibilités selon le Comité international des céréales (CIC). En particulier, la récolte américaine de maïs,

En octobre 2012, les cours du blé se maintiennent, ceux du maïs et du colza s'apaisent



Source : La Dépêche

bien que réduite, serait en avance. La production de soja en Amérique du Sud serait très fournie.

Le cours du **maïs** rendu Bordeaux perd 13 €/t entre la première et la dernière semaine de septembre, pour descendre encore à 232 €/t au cours de la première semaine d'octobre. Des moissons abondantes dans l'hémisphère sud pourraient contribuer à un apaisement du marché durant la seconde partie de campagne. Le bilan mondial en maïs n'en demeure pas moins tendu et, selon le CIC, les stocks de fin de campagne des principaux exportateurs chuteraient de 23 % par rapport à 2011/2012. Le prix du **blé tendre** français ne baisse que de 6 €/t courant septembre, et se stabilise début octobre. Des craintes sur le disponible exportable de blé tendre à partir de la mer Noire perdurent sur le marché mondial. Les stocks de report des exportateurs majeurs diminueraient de 27 %. En lien avec le cours du blé tendre, le prix français de l'**orge** baisse pour l'instant très peu, et ce malgré les larges volumes disponibles ; en outre, la demande extérieure attise les prix.

Les cours des **oléagineux** se sont très lourdement repliés entre début et fin septembre : le **colza** est passé de 512 à 486 €/t, chutant même à 465 €/t début octobre. Le **tournesol** a perdu 50 €/t dans le même temps. Les cours français évoluent de pair avec les cours mondiaux : à Chicago, le soja a perdu 14 % de sa valeur entre début septembre et début octobre. Début octobre, il se situe à 563 \$/t, soit 434 €/t.

Pomme de terre : la faible pluviométrie d'août et de septembre affecte la production

D'après les estimations au 1^{er} octobre 2012 du SSP, la production de pomme de terre de conservation s'élève à 4,7 millions de tonnes (Mt) en 2012 : elle baisse de 15 % par rapport à 2011, année de très forte production. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, la production de 2012 accuse une baisse de 7,4 %. Si les surfaces plantées restent sta-

bles par rapport à 2011 et à la moyenne des cinq dernières campagnes, les rendements (422 q/ha) diminuent fortement, de 15 % par rapport à 2011 et de 7,4 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. En effet, les précipitations en août et septembre ont été faibles dans les régions de production.

D'après le groupement des producteurs de pomme de terre du Nord-Ouest européen (NEPG), la récolte des principaux producteurs d'Europe de l'Ouest – France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique – diminuerait de 14,5 % par rapport à 2011. Cette baisse s'explique par des plantations en recul de 5,8 % et un rendement réduit de 9,2 %.

En septembre et octobre 2012, alors que les prix de la nouvelle campagne 2012/2013 commencent à se dessiner, les cours à l'expédition Nord-Picardie affichent une hausse de 144 % par rapport à ceux de septembre-octobre 2011 et de 73 % par rapport au cours moyen 2007-2011 de la même période, en relation avec la baisse des volumes disponibles en France et dans l'Union européenne (*Campagne 2011/2012 de pomme de terre : baisse des exportations et chute des prix, Pomme de terre n° 2012/183, juillet 2012*).

Sucre : la hausse de la production mondiale fait refluer les prix

En 2012, les surfaces françaises en betterave sont en très léger recul. Quelques 390 milliers d'hectares ont été plantés en 2012, contre 393 milliers en 2011 (- 0,8 %). La production de betterave atteindrait 34 millions de tonnes (Mt), en baisse de 8,3 % par rapport à 2011, mais en hausse de 1,8 % par rapport à la moyenne 2007-2011. Les rendements (87,5 t/ha) sont en baisse de 7,6 % par rapport à une année 2011 marquée par de hauts rendements, mais ils sont aussi en baisse par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (- 1,2 %).

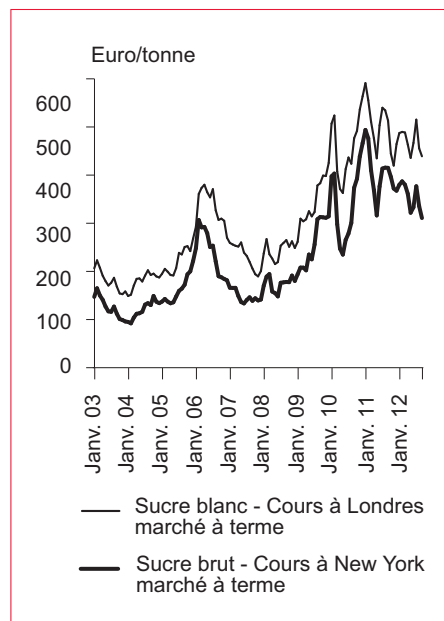
Selon FranceAgrimer, la production française de sucre et de sirop de sucre de

betterave pour l'alcool-éthanol et la pharmacie – atteindrait 4,5 Mt de sucre blanc en 2012/2013 contre 4,8 Mt pour la campagne betteravière 2011/2012 (- 10 %), mais se situerait au niveau de la moyenne des cinq dernières campagnes.

Selon l'Organisation internationale du sucre (Iso), la campagne mondiale 2011/2012, d'octobre à septembre, s'achèverait sur un excédent de 5,2 Mt, confirmant le retour à une situation excédentaire pour cette campagne. La production mondiale atteindrait 173 Mt de sucre brut, en hausse de 6 % par rapport à celle de 2010/2011. La production de sucre de betterave expliquerait la hausse (Russie, UE, Ukraine, États-Unis, Chine), tandis que celle de sucre de canne resterait stable, le recul de la production brésilienne étant compensé par la hausse de la production indienne, pakistanaise et thaïlandaise.

Dans le même temps, après un ralentissement en 2010/2011, la croissance de la consommation mondiale (+ 2,5 %) dépasse la croissance moyenne des dix dernières années (+ 2,3 %), pour atteindre 168 Mt. Cependant, cette hausse de la

Baisse des cours du sucre en 2012



Source : La Dépêche

LÉGUMES ET FRUITS

consommation est largement dépassée par celle de la production de sucre, ce qui se traduit par une hausse des stocks mondiaux (+ 4,7 Mt). Dans ce contexte, les cours, qui avaient atteint des niveaux élevés fin 2010, suivent une tendance à la baisse malgré des périodes de hausses.

Pour la campagne 2012/2013, l'Iso s'attend à un excédent de la production de sucre (5,9 Mt) pour la troisième année consécutive. Les stocks pourraient augmenter de 6 Mt. De ce fait, le ratio stocks/consommation atteindrait 40 %, ce qui n'avait pas été atteint depuis la campagne 2007/2008. La production mondiale 2012/2013 devrait connaître un nouveau record (177 Mt), et ce grâce au redressement de la production brésilienne (+ 4 Mt). La Chine, l'Australie, les États-Unis et le Mexique sont les autres pays dont la production devrait augmenter. Par contre, la production de l'Union européenne devrait fléchir.

Bonne commercialisation de la plupart des productions, limitées par les mauvaises conditions climatiques du printemps

En 2012, les légumes et les fruits d'été se commercialisent beaucoup mieux qu'en 2011, à l'exception du melon, de la courgette et de la cerise. La campagne de commercialisation est particulièrement favorable pour la laitue d'été, la tomate et la fraise. L'indicateur de chiffre d'affaires (ICA) pour l'ensemble de la France affiche pour la plupart des produits des hausses importantes par rapport à 2011. Des prix à la production élevés compensent l'offre intérieure limitée par le climat printanier

sur fond de surfaces réduites. Au cours de cette campagne, quasiment toutes les surfaces légumières et fruitières continuent de reculer par rapport aux années précédentes. La fraise est le seul produit qui gagne du terrain. Elle profite d'un transfert de la surface en tomate opéré par les exploitants qui diversifient leurs productions, notamment dans la région Provence-Alpes-Côte d'azur.

En avançant dans les campagnes, les fruits et légumes ont été plus ou moins favorisés par le climat (*Les accidents climatiques de 2012 impactent la plupart des productions végétales, Climatologie n° 2012/189, octobre 2012*). Les gels d'avril et ensuite les pluies abondantes du printemps ont particulièrement nui à la floraison et la nouaison des pommiers, des poiriers et des cerisiers, grevant le potentiel de récolte. En revanche, la consommation défavorisée au début de l'été par

Une campagne fructueuse pour la laitue d'été, la tomate et la fraise, mais décevante pour le melon, la courgette et la cerise

	Campagne	Indice de chiffre d'affaires*		Indice de prix*		Indice de production*		Indice de surface*	
		Écart en % à 2011 ou à 2011/2012	Écart en % à la moyenne quinquennale 2007-2011 ou 2007/2008-2011/2012	Écart en % à 2011 ou à 2011/2012	Écart en % à la moyenne quinquennale 2007-2011 ou 2007/2008-2011/2012	Écart en % à 2011 ou à 2011/2012	Écart en % à la moyenne quinquennale 2007-2011 ou 2007/2008-2011/2012	Écart en % à 2011 ou à 2011/2012	Écart en % à la moyenne quinquennale 2007-2011 ou 2007/2008-2011/2012
Légumes									
Tomate en frais	fév.-déc. 2012	18,1	7,1	22,8	12,2	- 3,8	- 4,5	- 1,3	nd
Concombre	janv.-oct. 2012	17,3	7,4	13,4	7,8	3,4	- 0,3	- 5,1	- 1,5
Courgette	avril-oct. 2012	- 13,9	- 8,1	- 13,4	- 9,3	- 0,5	1,3	- 3,2	- 3,7
Melon	mai-sept. 2012	- 11,1	- 9,3	- 15,3	- 14,0	4,9	5,5	- 0,3	- 1,5
Laitue	mai 2012 - avr. 2013	21,8	13,1	28,9	15	- 5,5	- 1,6	- 5,0	- 8,6
Carotte en frais	mai 2012 - avr. 2013	17,8	32,5	35,8	45,4	- 13,3	- 8,8	- 5,3	- 2,6
Poireau	mai 2012 - avr. 2013	15,0	- 3,1	27,8	23,1	- 10,0	- 21,3	- 3,3	- 6,7
Chou-fleur	juin 2012 - mai 2013	13,0	- 11,5	11,2	- 12,4	1,6	0,9	- 1,0	- 4,7
Endive chicon	sept. 2012 - mai 2013	11,4	9,2	23,8	15,8	- 10,0	- 5,7	-	-
Fruits									
Fraise	mars-sept. 2012	13,0	18,5	7,0	8,4	5,6	9,3	5,6	3,6
Pêche	juin-sept. 2012	8,4	- 7,4	16,0	7,8	- 6,6	- 14,1	- 4,5	- 11,8
Abricot	juin-août 2012	- 0,5	1,9	- 6,7	- 11,2	6,7	14,8	0,0	- 2,2
Cerise	mai-juil. 2012	- 16,5	- 16,1	35,4	25,6	- 38,3	- 33,2	nd	nd
Pomme	août 2012 - juin 2013	15,0	13,9	31,5	20,9	- 12,6	- 5,8	- 2,1	- 3,7
Poire	juil. 2012 - avril 2013	3,5	- 10,5	21,1	7,9	- 14,5	- 17,0	- 1,5	- 6,3

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à septembre 2012.

Source : Agreste

le climat pluvieux et plutôt frais de juillet s'est activée pendant le reste de l'été marqué par des températures supérieures aux normales saisonnières.

Net redressement des prix à la production pour les salades d'été, la tomate et le concombre

En 2012, la situation se redresse pour la tomate et le concombre après une campagne 2011 très perturbée par la crise E. Coli. L'activité de la filière tomate retrouve de fait celle d'une campagne moyenne. L'ICA dépasse de 7 % celui d'une année moyenne entre 2007 et 2011. La commercialisation a été favorisée par la discrétion de la concurrence en début de campagne, de la tomate marocaine aussi affectée par le climat, et en juillet-août des tomates belges et néerlandaises. Fin août, le marché a résisté au difficile écoulement, malgré la demande, d'une offre abondante des tomates de diversification. Les prix à la production dépassent de 12 % les prix moyens 2007-2011 sur les huit premiers mois de la campagne. En 2012, la production totale de **tomate pour le marché du frais** diminue pour l'ensemble des modes de culture. La réduction de la

récolte est due notamment au développement de maladies en serre froide en juillet, la culture sous serre froide représentant environ 40 % des cultures (*Infos rapides Tomate, septembre 2012*).

Pour le **concombre**, la commercialisation est aussi favorable sur l'ensemble de la campagne, l'ICA dépassant de 7 % l'indice moyen 2007-2011, grâce à des prix moyens supérieurs de 8 %. La crise E.Coli survenue en 2011 a eu un double effet sur la campagne 2012, d'une part dans la réduction des surfaces plantées (- 5 %), et d'autre part sur l'amplitude en mai et juin 2012 de la hausse des prix par rapport aux très bas prix de 2011. La production est plus abondante que celle de 2011, malgré la réduction des surfaces en réaction à la crise de l'E. Coli. Cette réduction des surfaces jouerait en faveur de la tomate dans les deux principaux bassins producteurs, le Sud-Est et le Centre-Ouest.

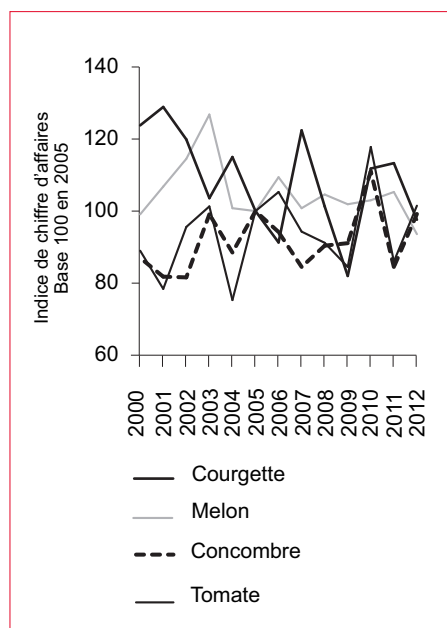
En revanche, pour la courgette et le melon, la commercialisation est difficile. En 2012, la production de **courgette** se stabilise, les bons rendements compensant l'impact de la baisse des surfaces en plein air. Alors que le marché avait été jusqu'en août relativement équilibré avec une offre et une demande toutes deux limitées, la commercialisation se complique alors, entraînant une déclaration de crise conjoncturelle : les prix ont été pénalisés par l'affaiblissement de la demande dû au climat très estival et par l'effet de la concurrence entre régions (*Infos rapides Courgette, septembre 2012*). La baisse des prix sur un an (- 13 %) est d'autant plus marquée que les prix de la courgette en 2011 avaient nettement dépassé ceux des années précédentes, stimulés par la crise E. Coli contrairement au concombre. En 2012, l'ICA subit une baisse de 14 % sur celui de 2011.

En 2012, la campagne de commercialisation du **melon** est ponctuée par deux déclarations de crise conjoncturelle par le Réseau des nouvelles des marchés, mi-juillet puis en août. Le bas niveau de prix (- 15 % sur un an) résulte de la fragilité du marché entre une demande peu dynamique, en dehors d'un soubresaut fin août, et

d'une offre intérieure dépassant de 5 % la production limitée de 2011. Le marché est déséquilibré en mai par la concurrence des melons du bassin méditerranéen, en août par un télécopage entre bassins de production et l'arrivée précoce sur le marché d'une partie de la production, puis en septembre par la concurrence des fruits d'automne (*Infos rapides Melon, septembre 2012*). La campagne 2012 se conclut sur un chiffre d'affaires (ICA) inférieur de 11 % à celui de 2011. Les surfaces de production sont stables, contrairement aux autres légumes.

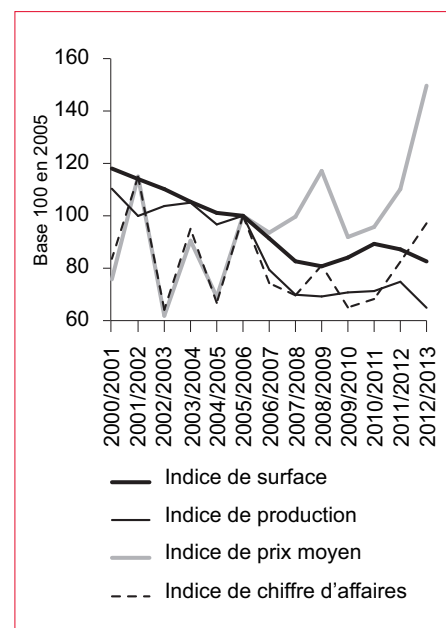
Pour la **laitue** sur les cinq premiers mois de campagne, l'ICA dépasse de 22 % celui de la campagne 2011/2012, avec des prix supérieurs de quasiment 30 %. Malgré la stabilité des surfaces, la production de laitue d'été a été réduite à cause de rendements limités par les conditions climatiques du printemps. Le volume récolté entre mai et septembre est inférieur de 5 % au même volume de 2011. Au contraire, malgré le recul des surfaces cultivées en variétés d'hiver, les volumes dépasseraient ceux de 2011 en novembre. Ceci résulterait notamment du glissement vers une production automnale, les mises en place de l'été ayant été perturbées par les fortes chaleurs.

Légumes d'été : redressement du marché pour la tomate et le concombre en 2012



Source : Agreste

Carotte : les prix à la production décollent en 2012



Source : Agreste

Un début de campagne prospère pour la carotte, le chou-fleur et le poireau

La campagne en cours de la **carotte** est particulièrement florissante. L'ICA pour l'ensemble de la France dépasse de 32 % l'indice moyen des cinq campagnes précédentes entre 2007 et 2011, les prix à la production décollant de 45 %. La nouvelle campagne démarre en retard avec de petits volumes de carottes primeurs, à cause des conditions climatiques médiocres au moment de la mise en place des semis (*Infos rapides Carotte, septembre 2012*).

Les prix à la production du **poireau** affichent une très nette reprise par rapport à 2011 (+ 28 %), permettant une montée de l'ICA de 15 % sur la première partie de campagne de mai à septembre (*Infos rapides Poireau, septembre 2012*). Pour autant, l'ICA reste en deçà de l'indice moyen 2007-2011 (- 3 %). L'ICA du chou-fleur est aussi inférieur à celui d'une année moyenne, le recul étant plus fort que pour le poireau - 12 %). En août, la commercialisation a été critique à cause de la chaleur, défavorable à la consommation, mais la situation s'est redressée avec la rentrée des classes et la restauration collective. En 2012, la production de chou-fleur est à peu près équivalente à une production moyenne. Par rapport à 2011, elle s'est améliorée grâce à de meilleurs rendements dans l'Ouest (*Infos rapides Chou-fleur, septembre 2012*).

Selon les premières estimations, les surfaces en racines d'endives seraient stables pour la deuxième année consécutive, et la production en légère hausse. Le bassin du Nord concentre 90 % des surfaces (*Infos rapides Endive, octobre 2012*). La fin de la campagne 2011/2012 a été marquée par un écoulement fluide des endives chicons à des prix élevés. En septembre 2012, la nouvelle campagne démarre lentement : les premiers volumes sont limités à cause d'un rendement plus faible de racines au cours de la dernière campagne. Le prix à la production de l'endive chicon est supérieur de 24 % à celui de 2011.

Fruits d'été : fraise résistante mais cerise en crise

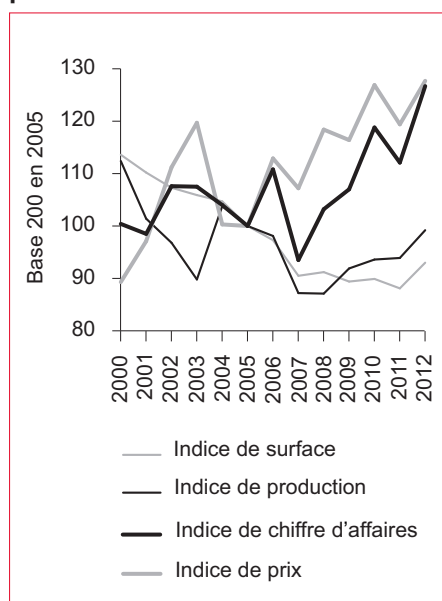
Globalement, en juillet et août, les prix des fruits d'été affichent une reprise par rapport au très bas niveau des années précédentes (*Cours soutenus pour la majorité des fruits d'été en 2012, Fruits n° 2012, 191, octobre-novembre 2012*). Pour la **fraise**, la campagne de commercialisation est encore très favorable en 2012, malgré un fléchissement des prix à la production en fin de campagne. Sur l'ensemble, les prix dépassent de 7 % ceux de 2011. La production est nettement meilleure que celle d'une année moyenne, les fraises ayant dans l'ensemble bien résisté au gel de février. Les serres continuent de se développer aussi bien en hors-sol (+ 44 %) qu'en pleine terre (37 %) (*Infos rapides Fraise, juillet 2012*). Par rapport à une année moyenne, la hausse de l'ICA atteint quasiment 20 %.

Pour l'**abricot**, la campagne est quasiment stable par rapport à celle de 2011, l'ICA dépassant de 2 % l'indice moyen 2007-2011. La production a augmenté en 2012, et dans une mesure importante par rapport à une année moyenne (+ 15 %). Les prix de l'abricot sont inférieurs à ceux de 2011

tout au long de la campagne. Pour autant, tous les abricots ont trouvé des débouchés, notamment vers l'Allemagne (*Infos rapides Abricot, août 2012*). En revanche, les prix de la **pêche-nectarine** sont supérieurs (+ 16 % par rapport à 2011), ceux de 2011 ayant été très bas. Le haut niveau de prix résulte de la réduction de l'offre en raison de violents orages dans la zone Gard-Drôme-Ardèche, et aussi de difficultés économiques et des arrachages liés à la sharka. Les pêches récoltées sont de gros calibre et de qualité. Fin juillet, la pêche ne subit pas la concurrence italienne ni espagnole. La campagne s'achève favorablement (*Infos rapides Pêche, septembre 2012*). Malgré une augmentation de 8 % en un an, l'ICA reste de fait en deçà d'une année moyenne 2007-2011 (- 7 %).

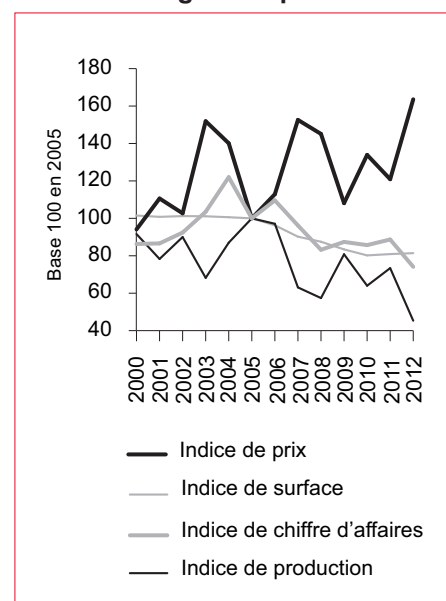
La production de **cerise** a été sinistrée par le climat du printemps. (*Infos rapides Cerise, juillet 2012*). Elle a chuté de quasiment 40 % par rapport à celle de 2011. Sur le plan national, les intempéries de mai et juin, durant la récolte, provoquent l'éclatement des fruits aussi bien des variétés précoces que des variétés tardives, obérant ainsi fortement le potentiel de récolte. Les prix atteignent un niveau supérieur de 35 % à 2011. De fait, l'ICA baisse de 16 % par rapport aux années précédentes.

Fraise : production et prix élevés en 2012



Source : Agreste

Cerise : une campagne 2012 sinistrée malgré des prix élevés



Source : Agreste

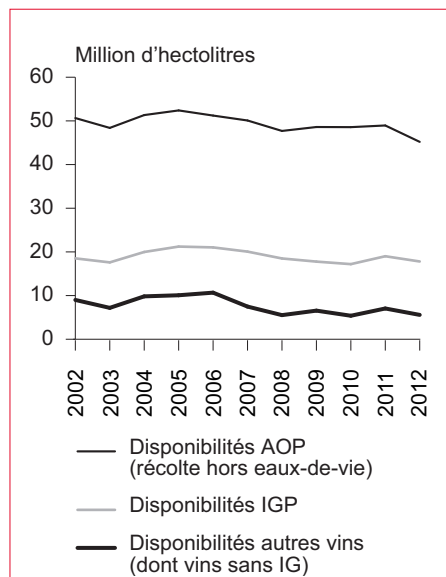
Chute importante de la production de pomme et de poire en 2012

Pour la pomme et la poire, l'année 2012 se caractérise par une chute importante de la production par rapport aux dernières années, de l'ordre de 25 %. Il s'agirait de la plus faible récolte de pomme depuis dix ans (*Infos rapides Pomme et Poire, septembre 2012*). Sur les premiers mois de campagne, les prix à la production dépassent nettement ceux de 2011, de 32 % pour la pomme et de 21 % pour la poire, et les ICA respectivement de 15 % et 3,5 %.

VINS

En 2012, la récolte française de vins pourrait être la plus petite récolte depuis au moins quarante ans. Avec des stocks de report en très légère baisse, les vins d'appellation verraient

Chute des disponibilités* de toutes les catégories de vins dans la campagne 2012/2013



* Disponibilités = Récolte + Stocks à la propriété.

Sources : FranceAgriMer, (DGDDI Douanes) - Stocks, Agreste - Estimations au 1^{er} octobre 2012 pour la récolte 2012

leurs disponibilités se réduire fortement pour la campagne 2012/2013. La consommation intérieure de ces vins, en progression, et la demande internationale dynamique pourraient contribuer au soutien des prix.

Une récolte 2012 historiquement basse

En 2012, les conditions climatiques ont été particulièrement défavorables au potentiel de production pour la plupart des vignobles français. Les précipitations abondantes ont perturbé la floraison au printemps, puis contribué au développement du mildiou et de l'oïdium. Durant l'été, les orages de grêle ont localement provoqué des dégâts. Enfin, la canicule du mois d'août a réduit le poids des baies. Aussi, d'après les prévisions du SSP au 1^{er} octobre, la récolte totale de vins pour 2012 chuterait à 40,6 millions d'hectolitres (Mhl). Elle serait à la fois inférieure aux volumes élevés de 2011 (- 20 %) où les conditions climatiques avaient été favorables, et à la récolte moyenne 2007-2011 (- 13 %). La production reculerait pour toutes les catégories de vins, et atteindrait 19,4 Mhl (- 15 %) pour les vins d'appellation d'origine protégée (AOP), 11,4 Mhl (- 19 %) pour les vins à indication géographique protégée (IGP) et 6,8 Mhl (- 22 %) pour les vins destinés à l'élaboration d'eaux-de-vie. La production des autres vins, incluant les vins sans indication géographique, chuterait de 42 % par rapport au niveau élevé de 2011 (*Infos rapides Viticulture, octobre 2012*).

Disponibilités en repli pour toutes les catégories de vins

Selon de premières estimations de la DGDDI, les stocks à la production au début de la campagne 2012/2013 gagneraient 6 % par rapport à 2011/2012. Ils progresseraient très nettement tant pour les vins IGP (+ 29 %) que pour les vins sans IG (+ 40 %), compensant en partie la baisse de récolte pour ces deux catégories. Leurs stocks étaient toutefois très bas lors des deux dernières campagnes, ne

représentant qu'une faible part de la récolte. Par rapport à 2011/2012, les stocks de début de campagne diminueraient légèrement (- 1 %) pour les vins AOP, la baisse reposant exclusivement sur les vins blancs (- 5 %) alors que les stocks de vins rouges et rosés augmenteraient (+ 2 %).

Ainsi, les disponibilités, constituées de la récolte et des stocks à la propriété de début de campagne, se réduiraient par rapport à 2011 (- 9 %). Elles baisseraient pour toutes les catégories de vins, de 7 % pour les vins AOP et IGP et de 21 % pour les vins sans IG.

En 2011/2012, la consommation taxée progresse pour toutes les catégories de vins

Pour la campagne 2011/2012, les quantités de vins mis en circulation, soit la « consommation taxée » calculée par la DGDDI, sont en hausse par rapport à la campagne précédente. Le cumul des dix premiers mois de campagne, de août 2011 à mai 2012, s'élève à 30 Mhl (+ 20 %). La progression est de 23 % pour les vins d'appellation qui représentent 60 % des volumes. Sur la même période, les sorties de chais retrouvent la croissance (+ 3,4 %), après une stagnation entre 2010/2011 et 2011/2012.

Commerce extérieur : une demande toujours dynamique des pays tiers

Pour la campagne 2011/2012, les exportations françaises de vins se sont déroulées dans un climat de reprise, portée par la demande des pays tiers (*L'excédent agro-alimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/195, octobre 2012*). Les volumes exportés, qui ont atteint 14,7 Mhl d'août 2011 à juillet 2012 (+ 6 % sur un an) se sont stabilisés à destination de l'Union européenne qui représente 61 % des expéditions, tandis qu'ils ont crû de 17 % vers les

pays tiers. En valeur, les exportations vers les pays tiers ont dépassé pour la seconde campagne consécutive celles à destination de l'Union européenne, l'essor des ventes étant continu en champagnes (+ 8 %) et surtout en vins AOP tranquilles (+ 20 %). Ces dernières continuent leur reprise vers les États-Unis après la crise économique et se développent vers l'Asie. Pour les vins hors AOP, les exportations totales enregistrent une hausse globale de 6 % en volume et 7 % en valeur avec une expansion des vins sans IG au détriment des vins IGP.

Au mois d'août 2012, premier mois de la campagne 2012/2013, la bonne tenue globale du commerce extérieur des vins français se confirme, avec des expéditions supérieures de 10 % à celles d'août 2011 en volume et en valeur.

Vins IGP et sans IG : au début de la campagne 2012/2013 les prix reculent légèrement

Pour les deux premiers mois de campagne 2012/2013, le prix moyen des vins rouges et rosés hors AOP recule de 10 % par rapport au début de campagne précédent. Il s'établit à 5,12 €/hl pour les IGP et 4,16 €/hl pour les vins sans IG, soit respectivement 4 et 14 % en dessous des hauts niveaux de 2011/2012. En parallèle, les volumes vendus progressent nettement à la suite d'opérations de déstockage, contrairement à la campagne 2011/2012 marquée par des retards importants de commercialisation.

Pour les vins blancs, la situation dépend de la catégorie de vins. Pour les IGP, le prix moyen recule de 7 % par rapport au début de campagne 2011/2012, à 6 €/hl. Pour les vins sans IG, le prix, à 4,23 €/hl, augmente de 9 %.

Vins AOP : les prix, en hausse en 2011/2012, pourraient rester à un bon niveau en 2012/2013

En lien avec la poursuite de la reprise du commerce extérieur en 2011/2012,

les prix des vins d'appellation au cours de cette campagne ont été plus soutenus qu'en 2010/2011 (+ 2 %). Le rythme de croissance est toutefois moins élevé qu'au début de la reprise consécutive à la crise économique des années 2008 et 2009 : entre 2009/2010 et 2010/2011, les prix avaient augmenté de 6 %.

Au début de la campagne 2012/2013 en août 2012, l'indice de prix à la production des vins d'appellation se situe légèrement en dessous de sa valeur de début de campagne 2011/2012 (- 2 %). Il reste stable pour les vins de Bordeaux et de Bourgogne, mais se replie pour les vins d'Alsace. La faiblesse de la récolte 2012 combinée à des stocks en recul et une demande dynamique pourrait néanmoins favoriser un maintien des prix des vins d'appellation à un haut niveau pour la campagne 2012/2013.

PRODUCTIONS ANIMALES

Les abattages de bovins et la production de bovins maigres sont réduits en 2012 par manque de disponibilités, après une forte augmentation en 2011. La production ovine se rétracte aussi, malgré la baisse de concurrence des importations de viande ovine. La production porcine est en recul. Celle de volailles se stabilise. Elle progresse moins vite pour le poulet, se tasse pour le canard, mais présente un signe de reprise pour la dinde. La consommation des viandes bovine et ovine se rétracte, dans un contexte d'augmentation des prix au détail. Celle des viandes porcine et de volailles progressent un peu, bénéficiant de leur niveau de prix plus bas. Le tassement de l'offre européenne de viande et le maintien de la demande des pays tiers assurent un écoulement des productions bovine, porcine et de volailles, et tirent les prix à la production vers le haut. Cependant, pour l'ensemble des filières animales, le coût de l'alimentation s'élève rapidement depuis le début de l'année,

ravivant le ciseau de prix défavorable qui a marqué le début de l'année 2011.

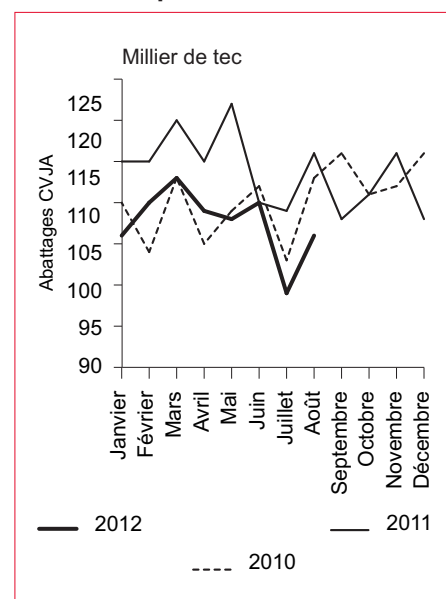
La production d'œufs remonte régulièrement en 2012, après sa forte chute de la fin 2011. Elle est soutenue par un prix à la production élevé.

La collecte laitière ralentit, dans un contexte de prix à la production moins favorables qu'en 2011.

Bovins : offre faible et prix hauts

Sur la période de janvier à août, les abattages de gros bovins reculent de 6 % par rapport à l'année 2011, année où ils s'étaient exceptionnellement renforcés. Ils s'étaient en effet fortement élevés en 2011 (+ 5 %) grâce à l'abondance du cheptel, du fait de la rétention fin 2010 des femelles laitières en raison du prix du lait élevé, et de celle des femelles allaitantes à cause de prix de la viande défavorables. En 2011 les prix étaient devenus plus incitatifs. Les flux d'abattages se sont accélérés en mai 2011 du fait de la sécheresse printanière. Les abattages retrouvent en 2012, un rythme plus habituel, proche de celui de 2010 (*Après un pic en 2011, la production bovine*

Les abattages de gros bovins se réduisent après leur bond de 2011



Source : Agreste

baisse au premier semestre 2012, dans un contexte de cours élevés, Animaux de boucherie n° 2012/192, octobre 2012).

La faiblesse de l'offre, française comme européenne, et la demande dynamique des pays tiers, en particulier la Turquie, tirent les cours des animaux vers le haut. Les cotations des gros bovins s'élèvent dans toutes les catégories. En moyenne de janvier à septembre, la cotation de la vache O (type laitier) s'élève de 18 % par rapport à l'an dernier, celle des jeunes bovins de 14 %.

Le recul des abattages s'accompagne de la stabilisation du solde commercial de gros bovins finis, à 89 milliers de têtes sur les huit premiers mois. Au total, la production de gros bovins finis diminue de 6 %. La production de veaux de boucherie décroît de 4 % (- 7 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années), à la suite de la baisse des abattages et d'un effondrement des exportations, alors que le cours reste proche de celui de l'an dernier (+ 3 %).

L'offre réduite d'animaux maigres freine les exportations pour toutes les destinations. Ainsi, les exportations de brouillards lourds et légers vers l'Italie baissent de 7 % en cumul de janvier à août, se situant un peu en dessous de la moyenne des cinq dernières années. La faiblesse de l'offre tire les cours vers le haut. Le cours du charolais mâle 6-12 mois classe U plafonne depuis juin juste en dessous des 3 €/kg vif. En moyenne de janvier à septembre, il s'élève de 14 % par rapport à 2011 comme par rapport à la moyenne des cinq dernières années. L'offre se redresse cependant en août avec l'arrivée sur le marché des brouillards nés au printemps.

La baisse de l'offre française et la pénurie de viande dans l'Union européenne s'accompagnent d'une réduction de la consommation de viande bovine, calculée par bilan. En cumul sur les huit mois, celle-ci diminue de 1 % sur un an pour la viande de gros bovins, et de 4 % pour la viande de veau. Les prix à la consommation s'élèvent respectivement de 4 % et de 3 %.

Le solde commercial déficitaire de la viande bovine pour les huit premiers mois de l'année se creuse, à - 69 milliers de tec, sans atteindre le solde de 2010 (- 91 milliers de tec). Il est bien en dessous du niveau de 2011 où il s'était fortement redressé (- 22 milliers de tec).

En moyenne de janvier à août, le coût des aliments composés pour gros bovins s'élève de 3 % par rapport au haut niveau de 2011, et de 23 % par rapport à 2010. L'aliment d'allaitement des veaux baisse de 2 % sur un an mais progresse de 13 % sur deux ans.

Ovins : production et importations se réduisent encore

Les importations de viande ovine reculent pour la troisième année consécutive (- 5 % en cumul sur les huit premiers mois de l'année). Ce recul est de - 26 % pour les importations en provenance de la Nouvelle-Zélande et de - 11 % du Royaume-Uni. Par contre, elles se développent beaucoup en provenance de l'Espagne (+ 31 %), touchée par la sécheresse et par une baisse de la

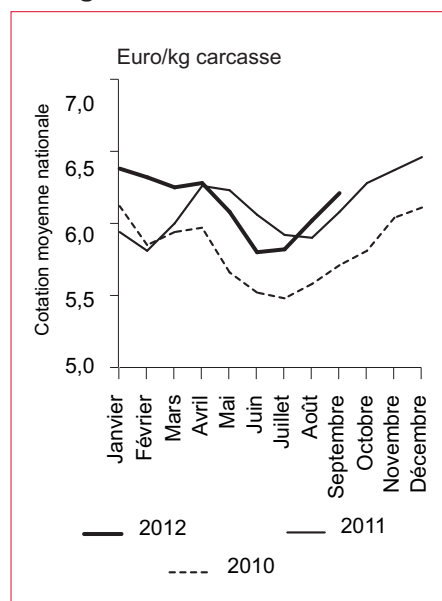
consommation du fait de la crise économique. Le déficit commercial de viande ovine se maintient, à - 67 milliers de tec en huit mois (- 70 milliers de tec en 2011).

La faiblesse des disponibilités permet le maintien à un bon niveau du prix de l'agneau (+ 8 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années, sur neuf mois).

Les abattages d'ovins baissent de 4 % en nombre de têtes, en cumul sur huit mois, par rapport à 2011, année où les abattages de brebis et d'agneaux s'étaient accrus en conséquence de la sécheresse. L'alourdissement des carcasses d'agneaux de 2 % entraîne une baisse moindre du tonnage des carcasses (- 3 %).

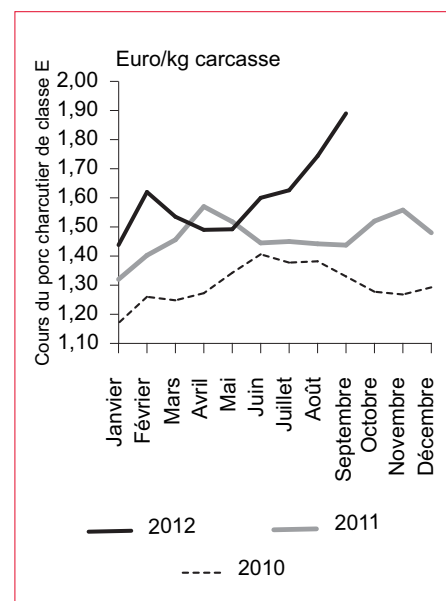
La consommation apparente de viande ovine, calculée par bilan, poursuit sa baisse (- 4 %), à la suite de la chute des importations d'agneau de Nouvelle Zélande. Cette viande, moins chère, approvisionne habituellement la grande distribution et la restauration hors domicile. Les prix à la consommation s'élèvent un peu plus vite que l'ensemble des viandes (en cumul sur huit mois, + 3,8 % pour la « viande de mouton, de cheval », + 3,2 % pour l'ensemble

Maintien du cours ferme de l'agneau



Source : FranceAgriMer

Cours élevé du porc charcutier en 2012



Source : Les Marchés

des viandes), n'encourageant pas une reprise de la demande.

Les flux du commerce extérieur d'animaux vivants se modifient. Les importations en provenance de l'Espagne font un bond, alors que les exportations vers ce pays chutent. Le solde commercial global d'animaux vivants devient déficitaire, passant de + 152 milliers de têtes sur huit mois en 2011 à - 10 milliers de têtes en 2012.

Associant les effets de la baisse des abattages et du déficit commercial d'animaux vivants, la production d'ovins baisse de 9 %, en cumul sur huit mois. Elle se situe 10 % en dessous de la moyenne des cinq dernières années.

Recul des abattages de porcins

En cumul sur huit mois, la production porcine diminue de 2 %, dans un contexte de plafonnement de l'offre européenne. Ce recul pourrait se renforcer d'ici la fin de l'année, sous l'effet probable du ralentissement ou de la cessation d'activité d'éleveurs de porcs, en lien avec la mise aux normes des bâtiments pour truies gestantes, dont l'échéance est le premier janvier 2013.

Les exportations de viande porcine vers les pays européens se rétractent (- 1 %). Elles se renforcent vers l'Allemagne, mais diminuent vers l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Par contre, les exportations vers les pays tiers baissent de 15 % par rapport au niveau élevé de l'an dernier. Elles demeurent cependant 4 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Bien que moins fournis, les flux se maintiennent vers la Russie et les pays asiatiques, Chine et Asie du Sud-est.

La consommation de viande porcine, calculée par bilan, se stabilise après avoir baissé de 2 % l'an dernier. Malgré la hausse de 3 % du prix à la consommation, la viande porcine garde son attrait comme une des viandes les moins chères avec la volaille. Alors que les abattages diminuent, le maintien

de la consommation se traduit par la hausse des importations (+ 1 %) et la baisse des exportations de viande porcine (- 5 %).

Soutenu par la limitation de l'offre et la demande intérieure, le cours du porc charcutier s'élève fortement. En septembre 2012, il s'approche de 1,90 € le kg-carcasse, puis il amorce en octobre une baisse saisonnière. En moyenne de janvier à septembre, il dépasse de 10 % le cours élevé 2011, et de 17 % le cours moyen des cinq dernières années.

En moyenne de janvier à août, le coût de l'aliment composé pour porcins baisse de 1 % par rapport à son niveau élevé de 2011, mais il dépasse de 35 % son niveau d'il y a deux ans.

Ralentissement de la production de poulets, petite reprise de celle de dindes

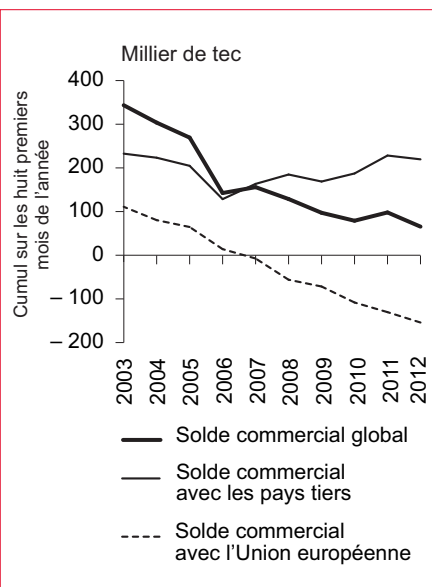
La production de volailles est stable au premier semestre. Elle croît moins vite pour le poulet (+ 1 %) et se replie pour le canard (- 1 %). Alors qu'elle suivait une tendance régulière à la baisse, la production de dinde affiche cette année une petite reprise (+ 2 %).

Après avoir marqué le pas au premier semestre 2011, la consommation de volaille retrouve la croissance au premier semestre 2012 (+ 3 %). Elle s'accroît pour le poulet (+ 6 %) et la dinde (+ 5 %) et se rétracte pour le canard (- 1 %). Cette hausse de la consommation repose sur le développement des importations de viandes et préparations de volaille (+ 5 %) alors que les exportations correspondantes diminuent de 5 %.

En cumul sur huit mois, les exportations de viandes et préparations de poulet, qui représentent plus des trois quarts de celles de l'ensemble de la volaille, baissent de 3 %, en particulier celles vers l'Arabie Saoudite, qui s'étaient fortement gonflées l'an dernier. Les importations de volailles et préparations se développent, principalement en provenance des Pays-Bas et de l'Allemagne. Le solde commercial des échanges de volailles et préparations avec les pays tiers se rétracte légèrement par rapport au fort niveau de 2011, passant de 228 milliers de tec à 220 milliers de tec. À l'inverse, le déficit se creuse avec l'Union européenne, le solde commercial passant de - 130 milliers de tec à - 154 milliers de tec.

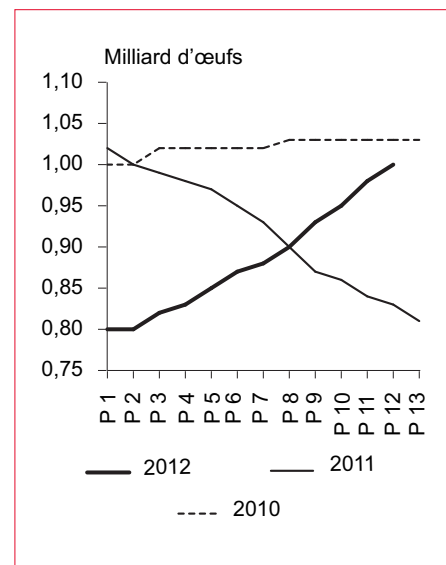
Les prix à la production des volailles progressent entre janvier et août 2012.

Le solde commercial de viandes et préparations de volaille de chair se rétracte à nouveau



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Remontée de la production d'œufs de consommation



Source : Agreste - Modèle de prévision de la production d'œufs (13 périodes de quatre semaines)

En moyenne sur les huit premiers mois de l'année, ils sont cependant inférieurs de 2 % à ceux de 2011, année où ils s'étaient améliorés. Sur deux ans, leur hausse est de 15 %, alors que le prix d'achat de l'aliment pour volailles s'élève de 22 % pour la même période.

Remontée progressive de la production d'œufs

La production d'œufs s'est réduite progressivement durant 2011, à l'approche de la mise en application au 1^{er} janvier 2012 de la directive européenne de mise aux normes des cages de poules pondeuses. Le mouvement inverse se produit en 2012. Grâce à la reprise des mises en place dès le début de l'année, la production d'œufs remonte régulièrement, stimulée par le haut niveau des prix de vente de l'œuf. En moyenne sur le premier semestre, la production baisse de 14 % par rapport à 2011, et de 17 % par rapport à 2010.

En réaction à la chute de la production fin 2011 et à l'insuffisance de l'offre, les prix à la production s'élèvent fortement en 2012 jusqu'en mars, puis se détendent et se maintiennent à un niveau élevé (8,60 € les cent). En moyenne de janvier à août, le prix à la production double par rapport à 2011, et se situe 90 % au dessus de la moyenne des cinq dernières années. Le prix de l'aliment pour pondeuses est proche de celui de 2011 (- 1 %) mais s'élève de 13 % sur deux ans.

Le nombre de mises en place de poulettes pour la ponte est élevé en 2012 (+ 35 % en un an, en cumul de janvier à juillet, + 10 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années). Cette abondance des mises en place devrait permettre à la production de continuer sa progression, jusqu'à rejoindre fin 2012 le niveau plus habituel de 2010.

Les importations d'œufs font un bond en valeur en 2012, alors que les exportations progressent plus modérément. Le déficit commercial des œufs en valeur se creuse, passant en cumul sur huit mois de - 14 millions d'euros en

2011 à - 43 millions d'euros en 2012. Le solde du commerce extérieur d'ovoproduits alimentaires reste positif mais se rétracte (sur huit mois, + 17 millions d'euros en 2011, + 4,5 millions d'euros en 2012).

Conjoncture moins favorable pour le secteur laitier en 2012

Après une année 2011 marquée par des prix élevés et un haut niveau de production, la conjoncture est progressivement devenue moins favorable pour le secteur du lait de vache. Durant le premier trimestre, dans un contexte de prix à la production toujours favorable, la collecte a poursuivi sa hausse par rapport à la même période de l'année précédente atteignant un niveau record.

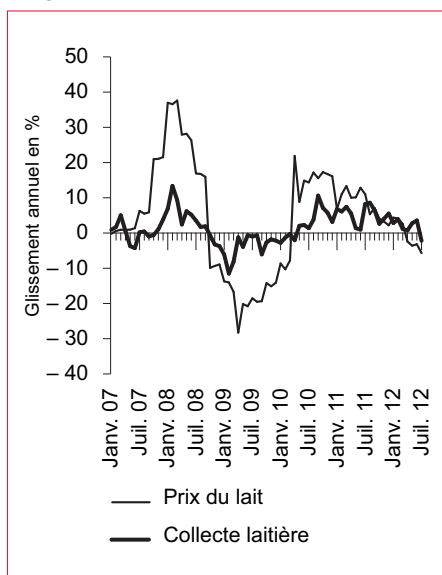
À partir d'avril, la production a momentanément fléchi par rapport à 2011, en relation avec des ressources en herbe retardées par le gel de février et la sécheresse hivernale. Ceci s'est traduit par de forts achats de concentrés en avril (+ 25 % par rapport à avril 2011). Les précipitations abondantes ont ensuite assuré de fortes disponibilités en herbe qui ont permis un haut niveau de collecte durant le reste

du second trimestre. Toutefois le prix du lait à la production a décroché à partir d'avril, passant en dessous de son niveau de 2011 à la même date. La baisse s'est accentuée au fil des mois pour atteindre - 7,9 % en août. La collecte a décroché en conséquence, avec trois mois d'inertie, à partir de juillet. À la baisse du prix du lait, s'est ajouté le renchérissement des aliments pour animaux, particulièrement des aliments protéinés tels que le tourteau de soja. Ce renchérissement a commencé à être sensible par rapport à l'année précédente en juin et il est devenu très important en juillet.

Dans ces conditions, la collecte a accentué sa baisse au fil des mois et atteindrait - 4,2 % en août et - 5 % en septembre, selon les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer. Finalement au troisième trimestre, le recul de la collecte et des prix est assez sensible. En cumul sur les neuf premiers mois de 2012, en tenant compte de l'avance prise en début d'année, les prix reculent par rapport à 2011 de 2 % et la collecte progresse légèrement.

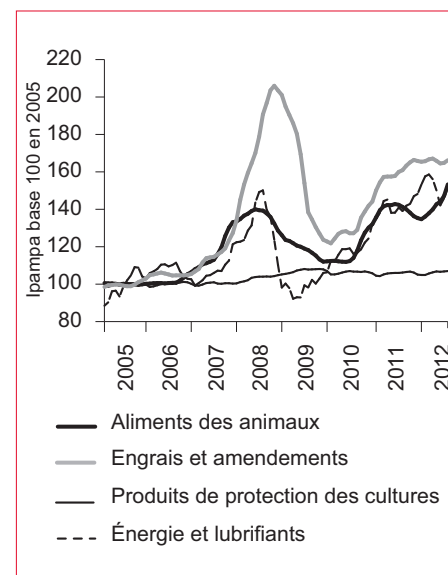
La baisse du prix à la production s'est faite dans le contexte d'une baisse des prix des produits laitiers industriels tels que les poudres et le beurre, celle-ci étant intervenue au niveau français

La collecte laitière fortement liée au prix du lait



Sources : FranceAgriMer, Agreste

En 2012, les prix de l'énergie et de l'alimentation animale continuent de s'élever



Sources : Insee, Agreste

mais aussi communautaire et mondial durant le premier semestre. La tendance s'inverse toutefois au cours de l'été et les prix industriels du lait et du beurre repartent à la hausse (*Reprise des prix industriels laitiers sur le second semestre 2012*, *Lait n° 2012/193, octobre 2012*). Les exportations restent très dynamiques pour ces produits. Par ailleurs, le prix des produits de grande consommation, moins liés au marché mondial, n'ont pas connu cette baisse.

INTRANTS

Les prix d'achat des biens et services de consommation courante, mesurés par l'indice des prix d'achat des matières premières agricoles (Ipampa), continuent de s'élever en 2012. Ils s'étaient stabilisés en 2011 à un niveau comparable à celui de 2008. En moyenne sur les huit premiers mois, les biens et services de consommation courante se renchérissent de 3 % en un an, et de 16 % en deux ans. L'énergie et l'alimentation animale sont les deux principaux facteurs tirant vers le haut l'indice.

Le prix de l'énergie continue de s'élever

Le prix de l'énergie continue de croître au premier trimestre 2012, prolongeant les hausses survenues durant le deuxième semestre 2011, dans le

sillage des cours du pétrole et du dollar. Après une chute durant le deuxième trimestre 2012, la hausse reprend fortement en juillet et août. En moyenne sur la période de janvier à août, l'énergie se renchérit de 9 % en un an et de 31 % en deux ans.

Envol du coût de l'alimentation animale depuis le début de l'année

Les prix d'achat de l'alimentation animale subissent une forte hausse en 2012, s'amorçant dès le début de l'année (*Fortes hausses des prix de l'alimentation animale entre 2010 et 2012*, *Moyens de production n° 2012/194, octobre 2012*). Ils s'étaient déjà beaucoup élevés durant le deuxième semestre 2010 et le premier semestre 2011, répercutant les deux flambées des prix des matières premières agricoles, puis étaient partiellement redescendus durant le deuxième semestre 2011. En moyenne de janvier à août, les prix d'achat des aliments des animaux paraissent quasiment stables en un an (+ 1 %), mais s'élèvent de 25 % en deux ans.

En cumul sur huit mois, la production d'aliments composés est en léger repli (- 0,5 %). Elle est inférieure de 2 % à la moyenne des cinq dernières années. Elle se maintient à un bon niveau pour les aliments pour bovins (+ 1 % en un an, stabilité par rapport à la moyenne quinquennale), la bonne tenue de la production pour vaches laitières compensant le retrait de celle pour les autres bovins. La production pour les porcins continue de se rétracter (- 2 % en un an, - 8 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années).

La production pour les volailles est stable par rapport à l'an dernier. La baisse des aliments pour poules et des aliments pour palmipèdes est compensée par une reprise des aliments pour dindes.

Recul des livraisons d'engrais, malgré des prix agricoles favorables

En moyenne sur la campagne culturale 2011/2012, le prix d'achat des engrais azotés s'élève de 16 %, et ceux des engrais phosphatés et potassique respectivement de 25 et 8 %. Durant l'année 2012, le prix des engrais tend à se stabiliser à mi-chemin entre le sommet atteint en fin 2008 et le creux qui a suivi en fin 2009. Les livraisons d'engrais azotés, en quantités d'éléments fertilisants, sont en fort retrait durant la campagne 2011-2012, dans un contexte de prix élevés des intrants et de légère baisse du prix des cultures. Ces livraisons sont en effet sensibles au rapport « prix des cultures/coût des engrais ». De plus, ce retrait est favorisé par un probable report d'utilisation d'une partie des livraisons de la campagne précédente, à la suite de la sécheresse printanière de 2011 (*Campagne culturale 2011/2012 : recul des livraisons d'engrais malgré des prix agricoles favorables*, *Moyens de production n° 2012/180, juin 2012*).

Sur l'ensemble de la campagne 2011-2012, les livraisons de phosphate et de potasse baissent respectivement de 15 % et 21 %.

Retour LÉGUMES ET FRUITS

Les accidents climatiques de 2012 impactent la plupart des productions végétales

Le climat de l'année 2012 a été capricieux. Une vague de froid en février, des épisodes de gels en avril et de pluie printanière, un mois de juillet particulièrement pluvieux ont perturbé plus ou moins fortement la plupart des productions végétales. Les conditions météorologiques de juillet ont eu des conséquences également sur la consommation de certains fruits et légumes. La pousse de l'herbe a cependant profité des conditions favorables durant tout le printemps et sur une bonne partie de l'été. Cet épisode humide a également profité aux céréales à paille affectées par le gel en début d'année. Le retour de conditions plus chaudes et sèches à partir du mois d'août a freiné la pousse de l'herbe et réduit les rendements des cultures d'été et de la vigne. Il a toutefois permis aux vignobles de retrouver une situation sanitaire correcte après une pression exceptionnelle, notamment du mildiou.

Un épisode de froid intense en février détruisant une partie de la sole de céréales dans le Nord-Est

L'hiver, particulièrement sec, a été marqué par une vague de froid importante durant la première quinzaine de février. Les températures moyennes ont atteint un niveau exceptionnellement bas, jusqu'à 11 degrés inférieurs aux températures de saison. Cette vague de froid, présente sur l'ensemble du territoire, a cependant moins touché la Bretagne. Elle a été remarquable par sa vigueur et par sa longueur. Elle correspond à la cinquième vague de froid la plus importante depuis 1947. La sole en céréales d'hiver a chuté, principalement dans les régions du Nord-Est qui ont subi les dégâts les plus impor-

tants du gel de février. Au niveau national, la sole de blé tendre a reculé de 100 milliers d'hectares entre 2011 et 2012 dont 84 en Lorraine, cette baisse étant en grande partie imputable au gel. Les régions Champagne-Ardenne, Bourgogne et Alsace sont elles aussi touchées. Les semis de printemps ont au contraire atteint un niveau record à la faveur des remplacements des cultures détruites par le gel. En outre, l'orge de printemps a été plébiscitée dans les ressemis, et sa surface serait en 2012 supérieure de 30 % à la sole moyenne des dix dernières années. Certains vignobles, essentiellement les vieilles vignes notamment de Champagne, de Provence et du Languedoc, ont également été impactés par cet épisode de gel.

Les mois de février et mars ont été particulièrement secs avec des déficits hydriques par rapport aux précipitations moyennes respectivement de 20 % et 43 %. À la sortie de l'hiver, le niveau des réserves utiles des sols en eau est bas en particulier dans le Sud-Ouest, le Sud-Est, l'Alsace et l'Île-de-France.

Un printemps globalement pluvieux perturbant la floraison de la vigne et de plusieurs espèces fruitières

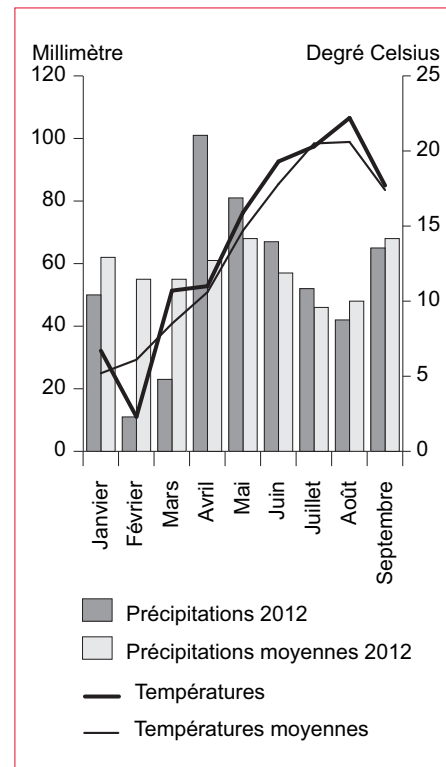
En avril, les températures moyennes sont proches des normales saisonnières. Plusieurs épisodes de gel sont cependant intervenus à cette époque et ont détruit une part importante des fleurs de pommiers et de poiriers. Le

potentiel de production de pomme ou de poire a été très fortement impacté en Limousin, en Aquitaine et dans le Centre. Après un début d'année marquée par la sécheresse, l'ensemble du territoire a bénéficié de précipitations importantes au printemps, notamment en avril (+ 65 % par rapport aux normes de saison). Cela a permis de remonter le niveau des réserves utiles des sols. Cependant, ces pluies combinées à des températures plutôt fraîches ont perturbé la floraison et la nouaison surtout pour les pommiers, poiriers et cerisiers. Pour la cerise, ces conditions ont causé des chutes physiologiques et perturbé la récolte avec des fruits éclatés. La production de cerise est estimée en baisse de 30 % par rapport à 2011. La floraison de la vigne a également été perturbée. Cela a conduit à une hétérogénéité des grappes et, selon les départements, des coulures parfois importantes, une mauvaise nouaison et un millerandage assez important réduisant le potentiel de production. Les calendriers de production des fruits et de la vigne sont retardés par rapport à l'an dernier qui avait été exceptionnellement précoce et retrouvent une situation proche d'une année moyenne.

En mai et juin, les températures sont plus clémentes (+ 1,5 degré Celsius par rapport à la normale), et les précipitations toujours supérieures à la moyenne (+ 20 %). Depuis le 1^{er} mars, le cumul de précipitations est supérieur de 13 % au cumul moyen sur la même période. Le niveau des réserves utiles des sols s'améliore et il est même excédentaire sur une large partie du territoire. Ces pluies printanières combinées à des températures plus clémentes en mai et juin ont entraîné le développement rapide de foyers importants pour le mildiou dans les principaux départements viticoles. Ces conditions météorologiques ont cependant été plus favorables pour d'autres productions. Au 20 juin, la production cumulée des prairies est légèrement supérieure à la référence. Après un hiver sec, compromettant le développement de l'herbe, les pluies d'avril à juin ont permis un rattrapage de la production. Cette pluviométrie abondante a également profité aux céréales à paille : elle a permis de tempérer les dégâts de l'épisode de gel tardif du mois de février. Les rendements des céréales à paille en 2012 s'affichent ainsi au-dessus des faibles niveaux de 2011 où ils avaient été fortement pénalisés par des conditions climatiques

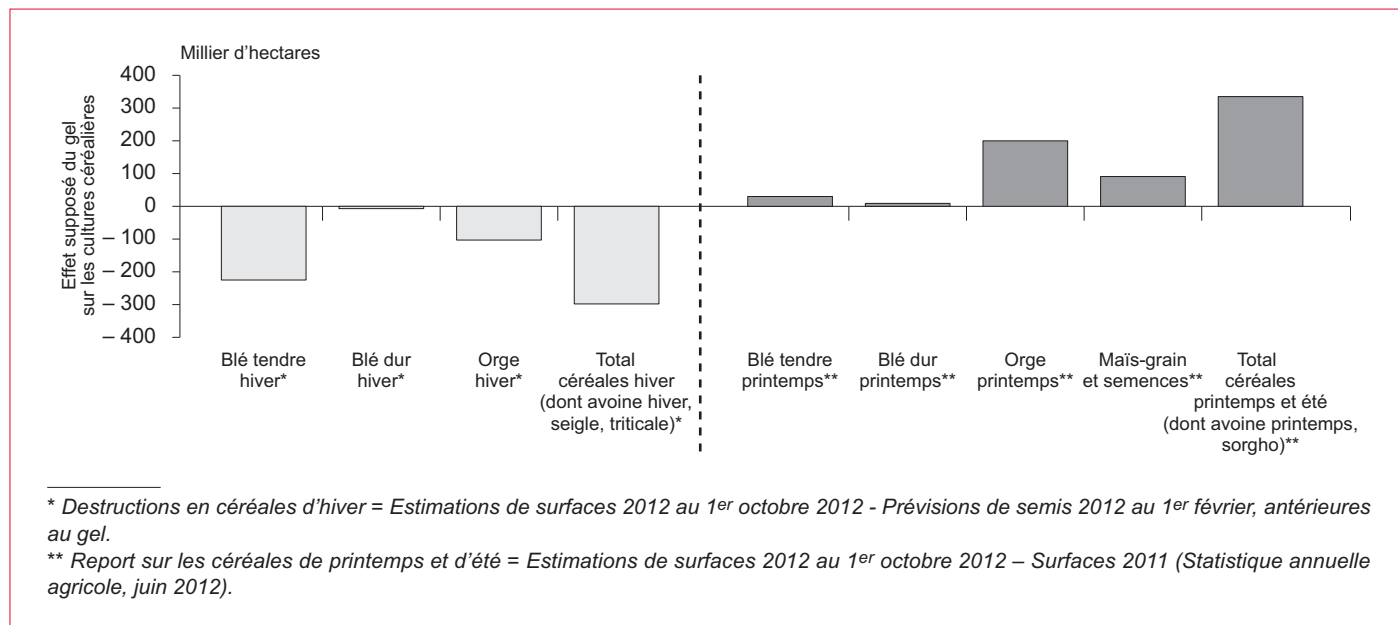
printanières exceptionnellement chaudes et sèches.

Une fin d'été chaude et sèche, après un printemps pluvieux



Source : Météo-France - Moyennes nationales

Le froid exceptionnel de février a détruit des céréales d'hiver, remplacées par des céréales de printemps



* Destructions en céréales d'hiver = Estimations de surfaces 2012 au 1^{er} octobre 2012 - Prévisions de semis 2012 au 1^{er} février, antérieures au gel.

** Report sur les céréales de printemps et d'été = Estimations de surfaces 2012 au 1^{er} octobre 2012 – Surfaces 2011 (Statistique annuelle agricole, juin 2012).

Source : Agreste

Un mois de juillet pluvieux et frais n'incitant pas à la consommation de certains fruits et légumes et une fin d'été chaude et sèche

Le mois de juillet connaît une situation proche de celle du printemps : précipitations excédentaires aux normales sur les deux tiers du territoire. Au niveau national, elles sont supérieures de 10 % aux valeurs moyennes. Les précipitations sont particulièrement importantes dans l'Ouest (+ 40 %) et dans le Nord (+ 60 %) tandis que le Sud est particulièrement sec. Les températures en juillet sont presque partout inférieures aux normales, en particulier dans l'Ouest où elles sont inférieures de près de 1 degré. Ces conditions continuent à être favorables à la pousse de l'herbe. Au niveau national, la situation s'améliore. La pousse d'herbe cumulée au 20 juillet est supérieure de 10 % à la référence. Seules quelques zones du Sud connaissent une dégradation de la situation après une courte phase d'amélioration en fin de printemps. Le niveau des réserves utiles des sols continue à remonter par rapport aux normales saisonnières. En juillet, il devient majoritairement excédentaire. Il reste relativement bas dans le Sud et en Alsace. Contrairement à 2011, la végétation ne souffre pas de sécheresse en ce début d'été. Au contraire, les pluies ont pu perturber le début des moissons. Ces conditions ont également pu impacter la consommation de certains fruits et légumes.

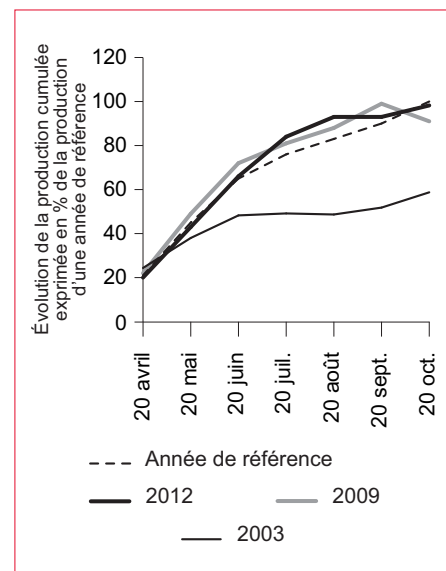
En août, les conditions redeviennent estivales. La température moyenne du

mois dépasse 22 degrés, soit plus de 1 degré que la valeur moyenne de saison. Du 15 au 21 août, une vague de chaleur a touché une grande partie du pays avec des températures journalières moyennes dépassant parfois 28 degrés. Seul l'Ouest a connu des températures plus clémentes en août même si elles sont supérieures sur le mois à 0,8 degré par rapport à la moyenne. En parallèle de cette vague de chaleur, les précipitations en août sont restées déficitaires de 20 % par rapport aux normales. Le déficit est de 50 % dans le Nord et 60 % en Corse et dans le Sud-Ouest. Le niveau des réserves utiles des sols redevient inférieur aux valeurs de saison sur une grande partie du territoire. Ces conditions ont permis de faire reculer la pression des maladies cryptogamiques sur la vigne. Elles sont également plus favorables à la consommation de fruits et légumes frais. Elles impactent cependant la pousse de l'herbe qui ralentit mais se maintient à un bon niveau.

Le mois de septembre est marqué par des conditions sèches et douces. Les températures sont supérieures aux normales de saison sur tout le territoire à l'exception de l'Ouest et du Nord. La pluviométrie est inférieure à la moyenne, notamment dans le Sud-Ouest. Seule la Corse connaît une pluviométrie importante. Suite à ces derniers mois secs, les réserves utiles des sols sont redevenues inférieures aux normales sur la plupart du territoire, en particulier dans le Sud-Ouest, le Massif Central, le Nord, le bassin

parisien, le Nord-Est et la Côte d'Azur. La pousse de l'herbe en septembre a fortement ralenti. Après des conditions très favorables jusqu'en juillet, la pousse d'herbe cumulée reste dans la moyenne nationale. Les deux derniers mois d'été ont impacté également la récolte viticole conduisant, pour certaines régions, à l'assèchement des baies avant les vendanges et d'où un potentiel de récolte moindre. Le rendement des cultures d'été, notamment le maïs, la betterave et la pomme de terre sont inférieurs à ceux de l'an dernier, particulièrement élevés du fait des conditions humides durant l'été 2011.

Une pousse d'herbe élevée jusqu'à la mi-août



Sources : Isop - Agreste, Météo-France et Inra

Sources et définitions

■ Données climatiques

L'ensemble des données de températures et de précipitations proviennent de Météo France.

Les données régionales correspondent à la moyenne des températures et précipitations relevées quotidiennement sur plusieurs stations météo de la région. La liste des stations par région est la suivante :

Ouest : Brest, Rennes, Caen, Nantes, Angers

Nord : Le Bourget, Lille, Reims, Rouen, Orléans, Auxerre

Nord-Est : Strasbourg, Nancy, Bâle-Mulhouse, Besançon

Centre-Est : Lyon, Dijon, Grenoble, Clermont-Ferrand

Sud-Ouest : Bordeaux, Toulouse, Gourdon, Mt de Marsan, Cognac, Limoges

Sud-Est : Perpignan, Montpellier, Orange, Marignane, Nice, Saint-Auban

Corse : Cap Corse, Île Rousse, Ajaccio, Pertusato

Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1971-2000 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.

■ Informations et suivi objectif des prairies (Isop)

Le système Isop – Informations et Suivi Objectif des Prairies – fournit des estimations de rendement des prairies temporaires et permanentes productives à l'échelle de la région fourragère à partir d'un modèle de simulation (STICS-Prairies). Il est opérationnel sur la France métropolitaine. Le système Isop calcule les quantités de matière sèche cumulée par hectare au pas de temps journalier sur chaque région fourragère. Les simulations sont effectuées lorsqu'un type de prairies donné – permanentes ou temporaires – couvre plus de 7 000 hectares par région fourragère et 2 000 ha pour les départements du pourtour méditerranéen quelle que soit l'altitude. Les prairies productives situées au dessus de 1 000 mètres peuvent parfois être moins bien représentées à l'échelle des régions fourragères. Les résultats de simulation sont extraits au 20 de chaque mois par région fourragère, entre mars et octobre, sous forme d'un rapport à la normale correspondant à la moyenne calculée sur la période 1982-2009. À partir de 2007, une nouvelle version d'Isop a été développée. Elle intègre de nouvelles données météorologiques permettant de prendre en compte des événements climatiques plus localisés. En 2010, les simulations ont été étendues aux départements du pourtour méditerranéen. Les rendements de référence sont à présent calculés sur une période de 28 années de 1982 à 2009 (1982 à 2006 dans l'ancienne version). Isop est le fruit d'une étroite collaboration entre Météo-France, l'Inra et le SSP.

Pour en savoir plus

Vous trouverez sur le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

- les publications Agreste dans l'espace Conjoncture

- les données chiffrées dans les Données en ligne

■ Publications Agreste :

- « Températures clémentes et peu de pluie en septembre », Infos rapides Climatologie, octobre 2012

- « Les prairies vues par Isop en octobre 2012 », Infos rapides Prairies, octobre 2012

- « Un mois d'août particulièrement chaud et sec », Infos rapides Climatologie, septembre 2012

- « Températures fraîches et pluies en juillet », Infos rapides Climatologie, août 2012

- « Chaleur et pluies en juin », Infos rapides Climatologie, juillet 2012

- « Un mois de mai globalement de saison », Infos rapides Climatologie, juin 2012

- « Des pluies bienvenues en avril », Infos rapides Climatologie, mai 2012

- « Un mois de mars printanier sans giboulées », Infos rapides Climatologie, avril 2012

- « Un mois de février sec, d'abord froid puis doux », Infos rapides Climatologie, mars 2012

- « L'hiver est arrivé le 28 janvier », Infos rapides Climatologie, février 2012

■ Données chiffrées dans la rubrique Climatologie du Bulletin disponible sur l'espace Conjoncture : www.agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/le-bulletin/

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèses Oléagineux octobre-novembre n° 2012/190

[Retour GRANDES CULTURES](#)

Oléagineux : vers un marché durablement tendu ?

Depuis la campagne 2003/2004 et surtout à partir de 2007/2008, les cours du soja sont soumis à de très fortes instabilités. De surcroît, ils semblent avoir intégré un rythme continu de tendance à la hausse. La production mondiale de soja, qui dans un premier temps a été concentrée aux États-Unis, repose désormais fortement sur l'Amérique du Sud. Cette production en vive croissance est soumise aux aléas climatiques, et éloignée des bassins de consommation. Les échanges mondiaux s'accroissent : en plus de satisfaire la demande internationale habituelle en approvisionnant les pays industrialisés, dont principalement le marché européen, elle doit désormais répondre aux besoins grandissants de pays en forte expansion tels que la Chine. Contrairement à ceux du soja, les échanges mondiaux de colza et tournesol reposent principalement sur l'huile et le tourteau. Les cours français de ces graines oléagineuses sont liés aux cours mondiaux du soja, mais dépendent également de l'équilibre des bilans européens.

Cours du soja : soumis à de plus fortes instabilités et tendance continue à la hausse

Au cours de la fin des années 1980 et durant la décennie 1990, les prix du soja à Chicago étaient déjà soumis à des épisodes de brusques fluctuations, les marchés des grandes cultures subissant l'effet des accidents climatiques. Des pics de prix ont notamment été observés en 1988 et 1997. En 1988, les récoltes aux États-Unis avaient souffert de sécheresses sévères. En 1997, le phénomène climatique « El Niño » avait provoqué une sécheresse exceptionnelle et des incendies en Indonésie, faisant grim-

per le cours de l'huile de palme, la hausse s'étant répercutée sur le marché du soja. Lors de la campagne 2003/2004, le cours du soja à Chicago a atteint un nouveau record après des niveaux de prix bas durant plusieurs campagnes, liés à une offre abondante et une demande peu dynamique.

Depuis, l'amplitude des variations s'est nettement accrue : entre juillet 2007 et février 2008, le cours du soja s'est apprécié de 50 %, passant de 230 à 344 €/t. En parallèle, les stocks mondiaux de fin de campagne 2007/2008 avaient chuté à un très bas niveau après plusieurs campagnes de hausse continue. En particulier, les stocks aux

États-Unis, principal fournisseur sur le marché mondial, se sont réduits des deux tiers, passant du niveau record de 15,6 Mt à 5,6 Mt.

Lors de la retombée des cours mondiaux des grandes cultures en 2008/2009 puis en 2009/2010, les prix du soja se sont fortement repliés mais beaucoup moins que les céréales et sans redescendre aux niveaux antérieurs à la flambée des prix. Dans le même temps, les stocks de fin de campagne, qui étaient déjà bas en 2007/2008, ont à nouveau reculé entre ces deux campagnes chutant à 43 Mt, dont 4 Mt aux États-Unis. Aussi, durant la campagne 2009/2010, les prix du

soja et du tourteau de soja se situent à 263 et 239 €/t, soit encore 45 % au-dessus de la moyenne de campagne 2005/2006.

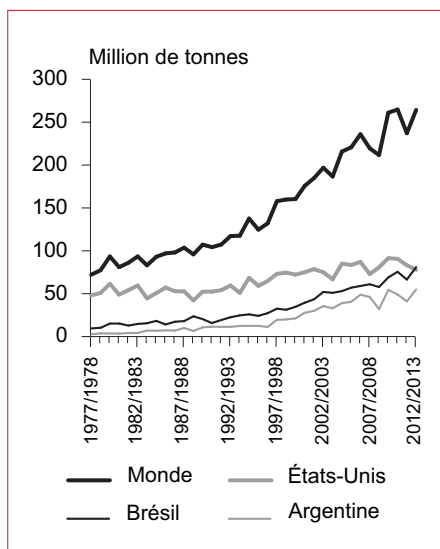
Outre ces fluctuations importantes, le cours du soja suit une tendance marquée à la hausse depuis 2003, et plus encore depuis 2007. Le bilan mondial se tend progressivement. Aux États-Unis, le stock moyen sur la période 2008/2009 à 2012/2013 serait moitié moindre que celui des cinq campagnes précédentes.

La production de soja, en net essor depuis 1980, est fortement concentrée...

La production de soja a crû de manière spectaculaire depuis la fin des années 1970 : entre 1979 et 2012, les surfaces consacrées au soja ont plus que doublé, passant de 51 à 108 millions d'hectares. La production reste très concentrée, même si le monopole nord-américain qui existait jusqu'au milieu des années 1990 a fait place à un oligopole mené par le Brésil. En 2012/2013 le continent américain, avec États-Unis au Nord, et Brésil, Argentine, Paraguay au Sud rassemble 84 % de la récolte mondiale qui s'élève à 264 millions de tonnes. À partir des années 1970, la production de soja s'est nettement développée en Amérique du Sud, au Brésil, en Argentine, et dans des proportions moindres au Paraguay. Cette expansion s'explique notamment par des incitations gouver-

nementales – aides spécifiques, soutien aux marchés, recherche génétique – à la production de cette culture oléagineuse. Le soja est la première culture au Brésil en termes de surfaces cultivées avec environ 23 millions d'hectares (50 % de la sole céréalière et oléagineuse au cours des cinq dernières années), devançant le maïs (30 %) depuis le début des années 2000, selon la Conab (Ministère de l'Agriculture brésilien). Les autres cultures – haricots, riz, blé principalement – sont très minoritaires.

Expansion de la production de soja en Amérique du Sud depuis la fin des années 1970



Source : USDA

En Argentine, le soja occupe 19 millions d'hectares en 2010 selon le Ministère de l'agriculture argentin, sa surface ayant triplé depuis le milieu des années 1990. Elle n'était que de 1,2 Mha en 1977. Dans le même temps, les surfaces dédiées au blé et au tournesol diminuent (4,6 et 1,8 Mha en 2010), tandis que celles de maïs se maintiennent autour de 4 Mha. En outre, le soja est traditionnellement intégré dans un système de rotation avec du maïs ou du sorgho. Aux États-Unis, la sole de soja, qui a connu une forte croissance des années 1960 au début des années 2000, semble se stabiliser autour de 30 Mha, alors que les surfaces en maïs continuent d'augmenter (36 Mha en 2012, + 5 % sur un an) et que celles de blé reculent (20 Mha en 2012, soit 40 % de moins que le record de 1981).

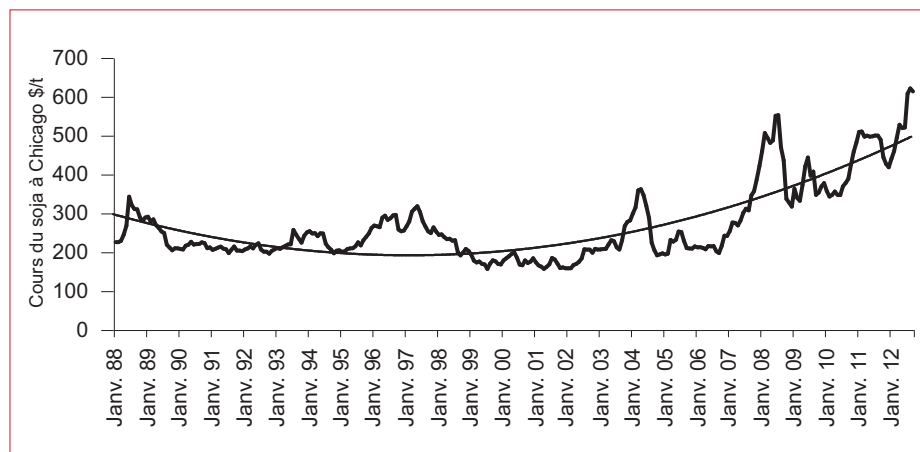
... et soumise à des variations inter-annuelles

En 2012/2013, le Brésil, avec 81 Mt (soit 31 % du total) deviendrait le premier producteur mondial de soja devant les États-Unis, où la sécheresse a fait chuter la récolte à 78 Mt soit 7 % de moins que la moyenne 2007-2011. La production de soja au niveau mondial est soumise à de fortes variabilités d'une campagne à l'autre, imputables à la fois à des fluctuations dans les surfaces semées et dans les rendements observés. Au niveau mondial, le rendement moyen du soja sur la période 2007-2011 est de 24 q/ha. Depuis 2000, il varie entre 23 et 30 q/ha au Brésil et aux États-Unis, entre 20 et 30 q/ha en Argentine où il subit de plus fortes variations, reculant notamment de 30 % entre 2007/2008 et 2008/2009. Au niveau mondial, et particulièrement en Amérique du Sud, les cultures de soja sont fortement dépendantes de la pluviométrie.

Le « complexe soja » : 160 millions de tonnes de graines, tourteaux et huile seraient échangées en 2012/2013

Les principaux producteurs de soja en sont aussi les principaux exportateurs. Pour cette campagne, 96 millions de tonnes de graines de soja seraient échangées au niveau mondial selon

Cours du soja : fortes amplitudes de variations et tendance globale à la hausse depuis 2003



Source : Banque Mondiale

l'USDA, dont 39 % fournis par le Brésil, 36 % par les États-Unis et 12 % par l'Argentine. Le poids des États-Unis diminue depuis la fin des années 1970, alors que la part représentée par le Brésil s'accroît jusqu'à devenir le premier exportateur en 2012. Outre les graines, d'importantes quantités de soja sont échangées au niveau mondial sous forme de produits transformés : l'huile, et surtout le tourteau qui

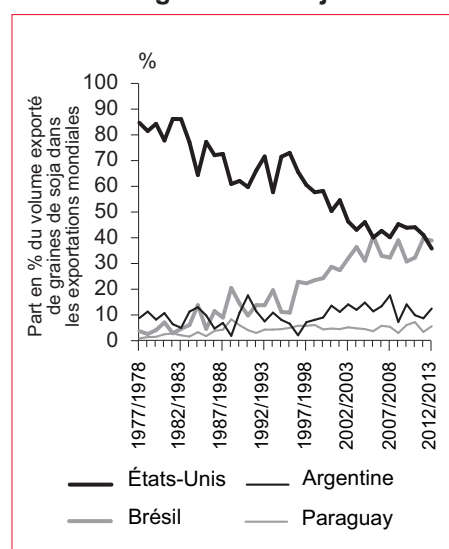
est prépondérant, son taux d'extraction atteignant 80 % (contre 20 % d'huile). En 2012/2013, 8 Mt d'huile de soja et 60 Mt de tourteaux transiteraient par les marchés mondiaux. Les principaux fournisseurs de ces produits sont l'Argentine et le Brésil, devant les États-Unis. Alors que le Brésil est le premier exportateur de soja sous forme de graines, l'industrie de la trituration destinée à l'exportation s'est développée de manière spectaculaire en Argentine.

également lieu : en Allemagne, au cours des campagnes 2005 à 2007, 1,4 Mt sur les 4 Mt importées au total provient de l'UE. La France importe beaucoup moins de graines de soja (0,6 Mt), mais plutôt des tourteaux.

En plus de ses importations de graines de soja triturées ensuite sur place, l'Union européenne importe massivement des tourteaux. Elle est de loin le premier acheteur au niveau mondial avec 22 Mt prévues pour la campagne 2012/2013. Elle capte 40 % des échanges mondiaux au cours de la période 2007-2011. Les principaux pays importateurs au sein de l'Union européenne sont la France (4,3 Mt en moyenne de 2000 à 2007), les Pays-Bas (3,5), l'Espagne (3), l'Allemagne et l'Italie (2,6 chacun) et la Pologne (1,5). Ces pays se fournissent à la fois à l'intérieur de l'Union, et depuis les pays tiers. En France, au cours des campagnes 2005/2006 à 2007/2008, 14 % en moyenne des importations de tourteaux proviennent de l'UE. En Italie et en Espagne, ce taux est inférieur à 5 % sur la même période. À l'inverse, l'Allemagne achète essentiellement des tourteaux provenant de l'UE (60 %).

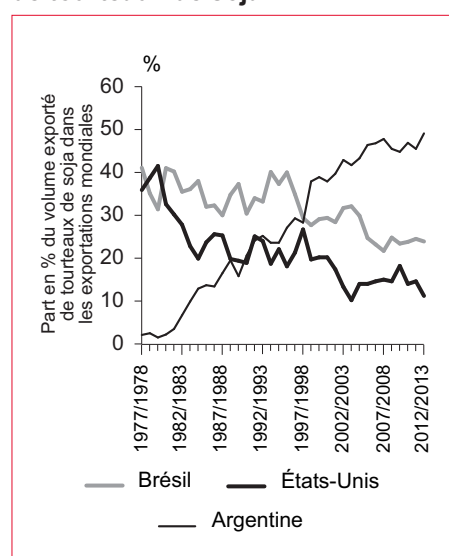
Après de hauts niveaux au début des années 2000 (jusqu'à 19 Mt de graines importées en 2001/2002 et 25 Mt de tourteaux en 2007/2008), la demande européenne diminue un peu ces dernières années, notamment pour les achats de graines (moins de 13 Mt de 2008/2009 à 2011/2012). Dans le

Le Brésil supplante les États-Unis comme premier exportateur mondial de graines de soja



Source : USDA

Poids croissant de l'Argentine dans les exportations mondiales de tourteaux de soja



Source : USDA

L'Union européenne, premier importateur de graines et tourteaux depuis les années 1990

Au cours des années 1990, l'Union européenne est le premier importateur au monde de graines de soja avec en moyenne 15 Mt par campagne. Outre l'UE, le Japon (5 Mt), le Mexique (3 Mt) et l'Asie du Sud-Est (2 Mt) sont les autres principaux acheteurs traditionnels depuis les années 1990. Les capacités de trituration de ces pays fonctionnent en grande partie grâce à des graines importées. L'UE en particulier représente une zone importante de trituration : jusqu'au début des années 2000, elle est le troisième triturateur de soja au niveau mondial. Au sein de l'UE, les principaux importateurs sont les Pays-Bas (5 Mt en moyenne au cours des campagnes 2000/2001 à 2007/2008), l'Allemagne (4 Mt), l'Espagne (3 Mt) et l'Italie (1,3 Mt). Ces pays se fournissent majoritairement hors UE, mais des échanges intra-communautaires ont

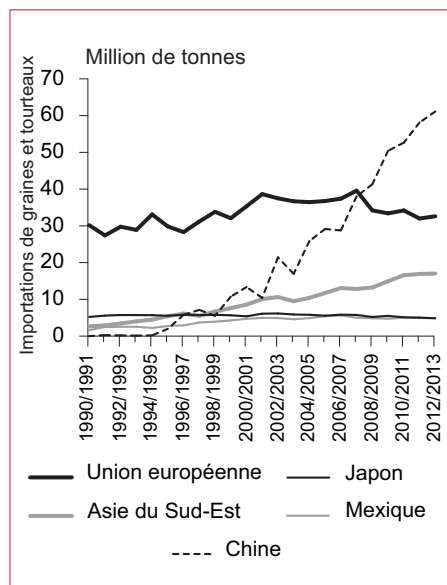
L'Union européenne est fortement dépendante des importations de graines et tourteaux de soja

	Bilans prévisionnels 2012/2013		
	Graines de soja	Tourteaux de soja	Huile de soja
Stocks de début	1,1	0,5	0,2
Production utilisable	1,0	9,2	2,3
Importations en provenance des pays tiers	11,5	21,8	0,8
Offre totale	13,6	31,4	3,3
Utilisations intérieures	12,5	30,4	2,7
dont trituration (bilan graines)	11,6	///	///
Exportations pays tiers	0,1	0,5	0,4
Utilisations totales	12,6	30,9	3,1
Stocks de fin	1,0	0,5	0,2

Source : Commission européenne, DG-Agri

même temps les disponibilités communautaires en tourteaux de colza se sont nettement accrues depuis 2003/2004 en lien avec le développement de la

Boom des importations de soja en Chine et dans le Sud-Est asiatique



Source : USDA

production d'agrocarburants. La production européenne de tourteaux de colza est passée entre 2003/2004 et 2009/2010 de 6 à 13 Mt, niveau auquel elle s'est stabilisée.

L'UE mise à part, les autres pays importateurs de tourteaux sont nombreux et désormais principalement situés en Asie, notamment l'Indonésie, la Thaïlande, le Vietnam (5 % des importations mondiales chacun) ainsi que le Japon et les Philippines.

L'UE désormais supplantée par l'explosion de la demande chinoise

À partir du début des années 2000, la demande chinoise se développe fortement et la Chine devient le premier importateur mondial de graines de soja devant l'Union européenne à partir de la campagne 2002/2003. Ce pays concentre sur les cinq dernières campagnes 60 % des importations mondiales de graines de soja. Les importations chinoises ont été quadruplées entre les

campagnes 2000/2001 et 2012/2013, pour atteindre 60 millions de tonnes. La Chine produit environ 12 Mt de graines de soja, mais s'approvisionne abondamment sur le marché mondial pour satisfaire les besoins croissants de ses industries de trituration dont le principal débouché est l'alimentation animale. Outre la trituration qui utiliserait 64 Mt de soja en 2012/2013, la consommation humaine est avec 9 Mt l'autre poste majeur d'utilisations intérieures de soja en Chine. Malgré une tendance d'augmentation à long terme, elle varie peu d'une année sur l'autre depuis la campagne 2007/2008, progressant au rythme annuel de croissance de 1,5 %.

La Chine est également le premier importateur d'huile de soja, suivie par l'Inde et l'Union européenne. Au cours des campagnes 2007/2008 à 2011/2012, ces pays auraient en moyenne concentré 20 %, 12 % et 8 % des importations mondiales.

Colza et tournesol : des échanges internationaux dominés par l'huile et les tourteaux

Contrairement au soja, pour lequel le commerce international repose sur les échanges de graines (60 % des quantités échangées en 2012/2013), les marchés mondiaux du colza et du tournesol sont surtout centrés autour des échanges de produits transformés : les huiles et les tourteaux.

Colza : production très concentrée, commerce international régi par le Canada

En 2012/2013, la production mondiale de colza atteindrait 59 Mt. Elle repose essentiellement sur l'Union européenne (32 %), le Canada (23 %), la Chine (21 %), l'Inde (11 %), l'Australie (5 %), ainsi que l'Ukraine et les États-Unis. Parmi ces pays, le Canada est un acteur majeur du commerce mondial : il exporte à la fois des graines (7,3 Mt soit les deux tiers du total), de l'huile (2,5 Mt soit 70 % du total), et des tourteaux (3,3 Mt soit 64 % du total). L'Australie et l'Ukraine exportent également des graines, rassemblant respectivement 19 et 10 % des 11 Mt expédiés. L'Inde exporte des tourteaux (17 % du total).

Les principaux acheteurs de graines sont l'Union européenne (29 %), le Japon (18 %), la Chine et le Mexique. Premier producteur mondial de colza avec 19 Mt en 2011, l'Union européenne n'en est pas moins premier importateur avec 3 Mt. La quasi-totalité des ressources est destinée à la trituration. Les principaux triturateurs de colza dans l'UE, selon la Fédération européenne de l'industrie des huiles et tourteaux

(Fediol), sont l'Allemagne (35 % en 2011), la France (16 %), ainsi que le Royaume-Uni, la Pologne, la Belgique et les Pays-Bas.

Les États-Unis, la Chine et la Corée du Sud importent principalement des produits transformés. Entre 2004/2005 et 2012/2013, la demande mondiale d'huile de colza a été triplée et celle de tourteaux a doublé. En particulier, la demande chinoise a crû de 500 milliers de tonnes, tant pour l'huile que pour les tourteaux.

Tournesol : l'Union européenne dépendante des marchés mondiaux d'huile et tourteaux

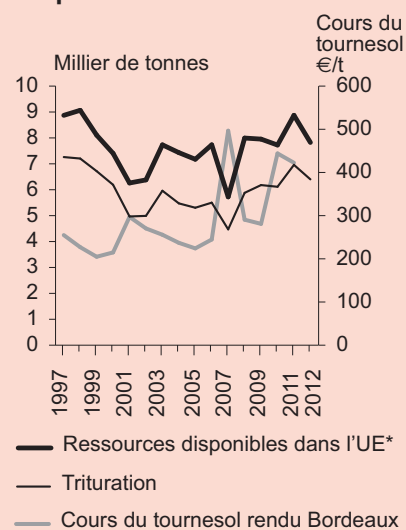
La récolte mondiale de tournesol se porterait à 35 Mt en 2012/2013, le quart étant produit par l'Ukraine, 20 % par l'Union européenne et par la Russie, 11 % par l'Argentine et 6 % par la Chine.

Au niveau mondial, les échanges de tournesol se font essentiellement sous la forme de produits transformés : seulement 1,3 Mt serait expédié en tant que graines, dont le tiers par l'Union européenne. Les échanges d'huile se porteraient à 6 Mt et ceux de tourteaux à 5 Mt. L'Ukraine et l'Argentine en sont les principaux fournisseurs, exportant vers l'Inde et l'Union européenne pour l'huile (1 Mt vers l'UE), et surtout à destination de l'UE pour les tourteaux. Ces derniers sont plus particulièrement importés par la Pologne (30 % en 2011 selon la Fediol), l'Italie, la France et les Pays-Bas (18 à 20 % chacun) et le Royaume-Uni.

Des cours français qui suivent la tendance des cours mondiaux du soja, et sensibles aux bilans européens

Les cours français du colza et du tournesol, suivent en tendance les cours du soja à Chicago. Lors des flambées de prix en 2007/2008 et 2010/2011, les cours français du colza et du tournesol ont toutefois davantage augmenté que le soja car ils sont tributaires de l'équilibre des bilans communautaires. Le prix du tournesol a particulièrement explosé en 2007/2008, en lien avec une récolte en forte baisse. La récolte de l'Ukraine, premier fournisseur mondial, avait par ailleurs fortement chuté en 2007.

Le cours français du tournesol est lié à l'équilibre du bilan européen



* Production + Importations + Stocks de fin de campagne.

Sources : La Dépêche, USDA

Sources et définitions

- Les données françaises de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données européennes de production proviennent de l'organisme statistique européen : www.epp.eurostat.ec.europa.eu, du bulletin MARS édité par la Commission européenne : <http://mars.jrc.it/mars/Bulletins-Publications>, ou de la Commission Européenne/DG-Agri
- Les cotations mondiales (hors Chicago) et les bilans français provisoires (2011/2012) et prévisionnels (2012/2013) sont fournis par FranceAgriMer.
- Les bilans mondiaux sont établis par le Conseil international des céréales et l'USDA : www.igc.org.uk et www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm Les données historiques depuis 1960 sont issues de la base de données de l'USDA : <http://www.fas.usda.gov/psdonline/psdQuery.aspx>
- Les cotations françaises et à Chicago sont reprises de l'hebdomadaire La Dépêche/Le Petit Meunier.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Beyond » : (<http://agreste.maapar.lbn.fr/>) puis « Conjoncture agricole - Grandes cultures et fourrages » pour les séries chiffrées de conjoncture
- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Conjoncture végétale - conjoncture grandes cultures » pour les séries chiffrées du commerce extérieur
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Récoltes moyennes pour les cultures d'été et le colza après les records de 2011 », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 8/10, octobre 2012
- « Céréales : la faible récolte américaine de maïs fait flamber les cours », Synthèses Conjoncture Céréales et oléagineux n° 2012/186, septembre 2012
- « Céréales : pas d'accalmie pour les marchés en fin de campagne 2011/2012 », Synthèses Conjoncture Céréales n° 2012/181, juillet 2012
- « Cours des oléagineux très hauts en fin de campagne 2011/2012 », Synthèses Conjoncture Oléagineux n° 2012/182, juillet 2012
- « Céréales et oléagineux : les marchés des grandes cultures sous l'effet des accidents climatiques », Synthèses Conjoncture Céréales et oléagineux n° 2012/172, mars 2012

Retour LÉGUMES ET FRUITS

Cours soutenus pour la majorité des fruits d'été en 2012

En 2012, la plupart des fruits d'été, à l'exception de l'abricot, a affiché des cours assez élevés. Le niveau et le calendrier des productions françaises ont été déterminants pour expliquer la conjoncture des marchés. La météorologie et le commerce extérieur l'ont été dans une moindre mesure.

Production des fruits à noyau conséquente dans l'Union européenne, sauf pour la France

Selon le Medfel, dans l'Union européenne, les productions de pêche et nectarine seraient équivalentes à celles de 2011 en termes de volume, et supérieures de 6 % à la moyenne 2006-2010. Les récoltes italienne et espagnole seraient stables sur un an. Il convient de rappeler que 2011 avait été une année de production importante en Espagne.

Pour l'abricot, la récolte serait supérieure de 22 %, comparée à la faible récolte de 2011 et de 14 % comparée à la moyenne 2006-2010. En Italie, premier producteur européen, la récolte aurait progressé de 8 % depuis 2011. La Grèce aurait vu sa production bondir de 48 %, après une récolte 2011 très déficitaire. L'Espagne pourrait égale-

ment avoir atteint une production très supérieure à 2011 (+ 59 %).

En France, la plupart des productions 2012 de fruits à noyau seraient modestes au regard de la moyenne quinquennale 2007-2011, baissant de 38 % pour la cerise non transformée et de 7 % pour la pêche. Seule la production de l'abricot est en hausse, de 15 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Cours soutenus pour la plupart des fruits d'été

Les cours à la production de la plupart des fruits d'été ont été supérieurs aux historiques. La moyenne des indices des prix à la production par campagne est supérieure à la moyenne 2007-2011 de 26 % pour la cerise, de 8 % pour la pêche et 8 % pour la poire d'été. Contrairement à 2011, où les calendriers de production des fruits

d'été avaient eu jusqu'à deux semaines d'avance comparés à une année courante, l'année 2012 a été normale en termes de calendriers de production, avec même un retard, ce qui a permis un étalement normal des récoltes et évité un télescopage entre les mises sur le marché des différentes régions de productions françaises et européennes. Le disponible des fruits sur le marché français résulte de la production française, à laquelle sont ajoutées les importations et déduites les exportations. Ce disponible pour les fruits d'été – cerise, pêche et poire – est inférieur à la moyenne des cinq dernières années pour juin, juillet et août. Le faible niveau du disponible s'explique par un niveau de production des fruits à noyau modeste. Pour la pêche, en juillet et surtout août, les importations sont supérieures à la moyenne sur cinq ans, indicateur d'une certaine demande pour ce fruit.

La météorologie estivale n'a pas connu d'anomalies susceptibles d'influer très défavorablement sur la consommation, comme en 2011, dont le mois de juillet avait été particulièrement frais. À l'exception de juillet légèrement déficitaire, les températures en 2012 se situent au-dessus des normales saisonnières, notamment en août, ce qui a activé la consommation de pêches.

Abricot : production abondante et prix faible

A contrario des autres fruits, les cours pour l'abricot sont inférieurs de 11 % à la moyenne sur la campagne.

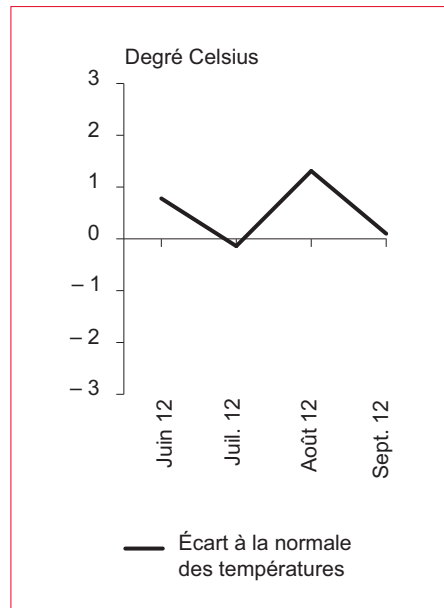
Le disponible en abricot a été supérieur à la moyenne, l'écart étant le plus élevé en début de campagne. Il s'ex-

plique par une production élevée (+ 6,7 % par rapport à la moyenne quinquennale), notamment en début de saison. De plus, les importations d'abricots, quoique d'un niveau modeste par rapport à la production française, ont été supérieures à la moyenne de 34 % en juin et sont rentrées en concurrence avec la production nationale. En revanche, le niveau des exportations pour ce fruit a été soutenu, notamment en juin (+ 22 % par rapport à la moyenne) ou en août (+ 42 % comparé à la moyenne), mais il n'a pas suffi à résorber l'excédent de production.

Les mois de juin et juillet ont été particulièrement arrosés (respectivement + 17 % et + 12 % au regard des normales). Ces événements climatiques

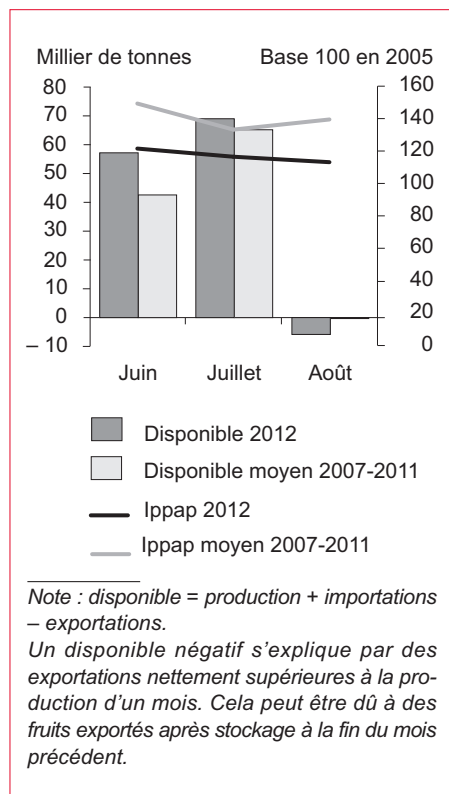
ont pu impacter la consommation d'abricots, à cette époque. Des orages destructeurs en Vallée du Rhône en juillet, ont conduit au déclassement de nombreux abricots, ce qui a également pu peser sur les prix.

Un été globalement chaud en 2012



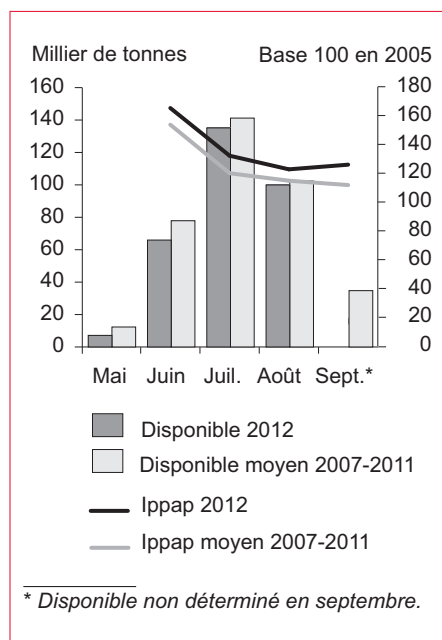
Source : Météo-France - Normales 1971-2000

Abricot : un disponible sur le marché français supérieur au disponible moyen de 2007 à 2011



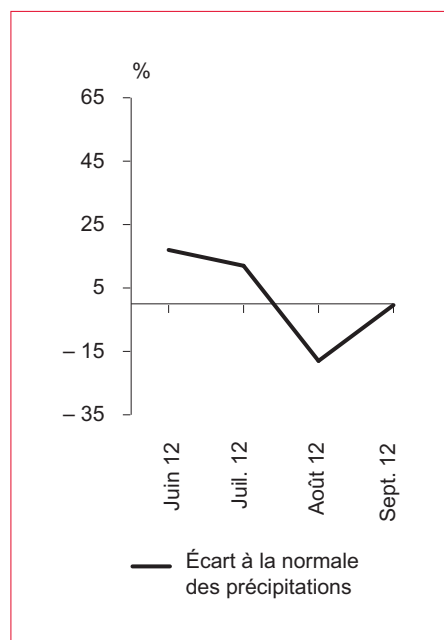
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Pêche : un disponible sur le marché français inférieur au disponible moyen de 2007 à 2011



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Un début d'été humide en 2012



Source : Météo-France - Normales 1971-2000

Sources et définitions

- DGDDI : données de commerce extérieur
- Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
- Enquête de Conjoncture Fruitière, Agreste, SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistiques Agricoles Annuelles, Agreste, SSP : données historiques de productions et surfaces
- Medfel : prévisions de productions européennes

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Production en baisse et cours soutenus », Infos rapides Fruits-Pêche n° 5/5, septembre 2012
- « Fin de campagne marquée par des orages violents en vallée du Rhône », Infos rapides Fruits-Abricot n° 4/4, août 2012
- « Potentiel de production prévue très inférieur à la moyenne sur 5 ans » Infos rapides Fruits-Cerise n° 3/3, juillet 2012
- « Cours soutenus par un bon courant de vente et une offre faible », Infos rapides Fruits-Pomme n° 5/6, octobre 2012
- « Fort recul de la production prévue en 2012 », Infos rapides Fruits-Poire n° 3/4, octobre 2012
- « Stocks de pommes et poires : fin de campagne », Infos rapides Stocks de pommes et de poires n° 10/10, juillet 2012
- « 2011, les fruits d'été en crise » Synthèses Fruits n° 2011/162, octobre 2011
- « En 2012, marché délicat pour les fruits à pépin » Synthèses Fruits n° 2011/179, juin 2012

PRODUCTIONS ANIMALES - Animaux de boucherie

Synthèses octobre-novembre n° 2012/192

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

Après un pic en 2011, la production bovine baisse au premier semestre 2012, dans un contexte de cours élevés

La production totale bovine française a connu de juin 2010 à fin 2011 une forte progression due à la hausse des abattages de gros bovins et au développement de la demande à l'exportation de bovins vivants finis et de viande bovine. La hausse de la demande s'est traduite par une hausse des cours à compter de septembre 2010. Le développement des abattages a été rendu possible en France par la présence dans les exploitations d'élevage d'un stock élevé d'animaux. Au premier semestre 2012, la production totale chute. Les abattages ainsi que les exportations diminuent tandis que les cours restent élevés. Au 1^{er} mai 2012, après les forts abattages de 2011, les effectifs de femelles laitières et allaitantes de plus de 2 ans présentes dans les exploitations sont en retrait. Par contre, les effectifs de femelles de moins de 2 ans destinées au renouvellement sont supérieurs à ceux de 2008.

La production totale bovine française a progressé à compter de septembre 2010 et durant toute l'année 2011. Sur 2011, elle atteint plus de 6,5 millions de têtes soit supérieure de plus de 530 000 têtes à la production de 2008. À compter de 2012, elle baisse fortement et atteint au premier semestre un peu plus de 3 millions de têtes retrouvant ainsi quasiment son niveau du premier semestre 2010.

Augmentation de la production de bovins à partir de septembre 2010 et durant toute l'année 2011 du fait de la hausse des abattages de bovins finis

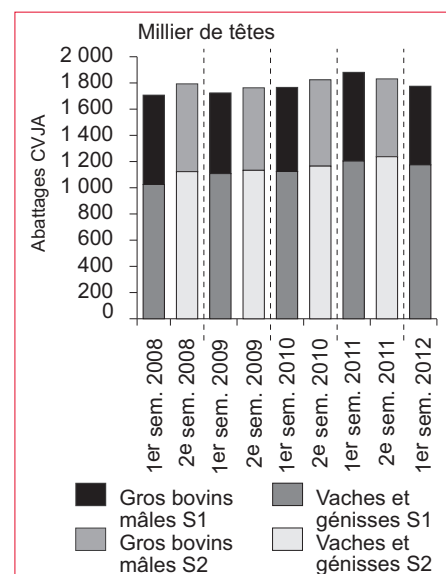
Les abattages totaux de bovins ont progressé de près de 100 000 têtes entre 2010 et 2011. Par contre, au pre-

mier semestre 2012, ils sont en repli de 119 000 têtes par rapport au premier semestre 2011.

La part de la production liée à l'exportation de bovins vivants passe de 19 % en 2008 à près de 23 % en 2011. Au premier semestre 2012, les exportations de bovins vivants représentent 20 % de la production totale bovine française.

Les abattages de vaches et génisses ont progressé régulièrement en 2010 et 2011. Ainsi près de 4,7 millions de femelles ont été abattues sur ces deux années contre près de 4,4 millions les deux années précédentes. À partir du premier semestre 2012, les abattages de femelles diminuent, ils sont inférieurs de plus de 28 000 têtes au

Hausse des abattages de bovins de fin 2010 à mi-2011



Source : Agreste

niveau élevé du premier semestre 2011. Ils restent néanmoins à un niveau supérieur à celui des années précédentes.

À l'inverse des abattages de femelles, les abattages de bovins mâles qui concernent essentiellement les animaux âgés de 12 à 24 mois, ont connu une forte baisse dès le second semestre 2011. En progression depuis le premier semestre 2009, du fait de la présence dans les exploitations de stocks élevés de mâles conservés en nombre à cause de la crise de la fièvre catarrhale ovine (FCO), les abattages de bovins mâles ont retrouvé, au premier semestre 2011, quasiment leur niveau de début 2008. Par contre, au second semestre 2011 avec près de 594 000 têtes, ils ont chuté de près de 10 % (soit de 65 000 animaux) par rapport au niveau élevé de 2010. Le premier semestre 2012 se situe également à des niveaux bas par rapport aux mêmes périodes des années précédentes. Les abattages élevés de vaches et de génisses à compter de septembre 2010 se sont traduits par une baisse des naissances dans les élevages, et donc une disponibilité moindre de mâles à engraisser.

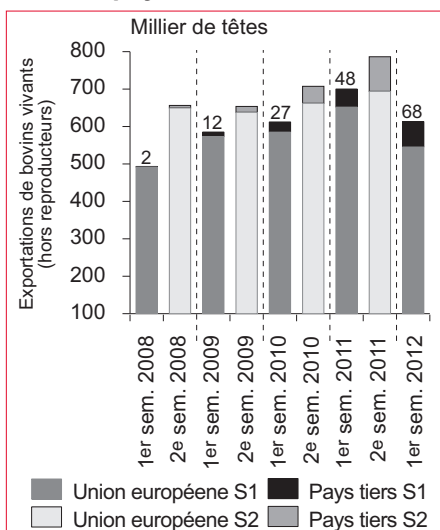
Augmentation des exportations françaises de bovins vivants vers les pays tiers

Avec près de 1,5 million, les exportations totales d'animaux vivants ont progressé en 2011 de 29 % par rapport à 2008. L'Union européenne avec plus de 1,3 million d'animaux vendus représente le principal débouché des bovins

vivants français. Néanmoins, la part des bovins exportés vers les pays tiers progresse depuis 2008. En 2008, les exportations étaient réalisées à près de 1 % vers les pays tiers. En 2011, les pays tiers représentent 9 % des destinations des bovins français.

Au premier semestre 2012, les exportations de bovins vivants diminuent et elles se retrouvent au niveau de celles du premier semestre 2010. Au contraire, les ventes vers les pays tiers représentent 11 % du total des ventes du semestre, contre près de 4 % au premier semestre 2010. Parmi les pays de l'Union européenne, l'Italie reste le principal débouché des jeunes bovins français, pour des animaux à engraisser. Cette destination représente 73 % des bovins exportés en 2011. La

Progression des exportations françaises de bovins vivants vers les pays tiers



Source : DGDDI (Douanes)

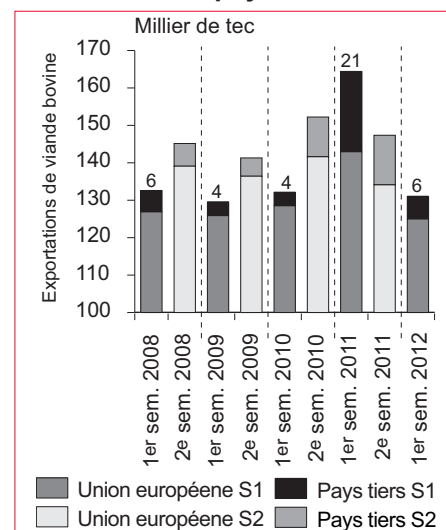
Turquie, le Maroc, l'Algérie et le Liban développent leur part de marché, ces pays achetant plutôt des animaux finis, déjà engraisés.

En parallèle au développement des exportations, les importations de bovins vivants ont au contraire baissé sur la même période de septembre 2010 à décembre 2011.

La situation est tout aussi tendue pour le commerce de viande bovine, en France

De juillet 2010 à juin 2011, les exportations de viande ont fortement progressé. Sur cette période, elles ont atteint près de 317 000 tec contre 273 000 tec sur la période précédente de juillet 2009 à juin 2010. Le développement des ventes vers les pays tiers

À partir de 2010, hausse des exportations françaises de viande bovine vers les pays tiers



Source : DGDDI (Douanes)

Les exportations de bovins vivants dépassent désormais 20 % de la production bovine

Millier de têtes

	2008		2011		2012	
	Total	Part en % de la production	Total	Part en % de la production	Total	Part en % de la production
Abattages totaux CVJA (+)	5 009	+ 83	5 151	+ 79	-	-
Export Animaux vivants (+)	1 150	+ 19	1 487	+ 23	-	-
Importations Animaux vivants (-)	145	- 2	97	- 1	-	-
Production bovine totale CVJA (=)	6 013	+ 100	6 541	+ 100	-	-
<i>dont 1er semestre</i>						
Abattages totaux CVJA (+)	2 476	+ 86	2 612	+ 80	2 493	+ 82
Export Animaux vivants (+)	493	+ 17	700	+ 21	613	+ 20
Importations Animaux vivants (-)	91	- 3	52	- 1	82	- 2
Production bovine totale CVJA (=)	2 878	+ 100	3 261	+ 100	3 024	+ 100

Source : Agreste

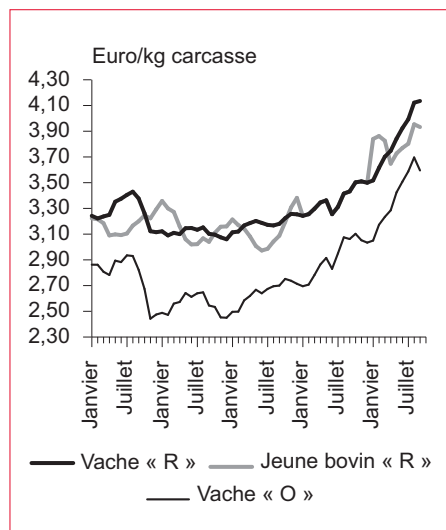
ont comme pour les échanges de bovins vivants concouru pour une large part au développement des exportations de viande sur la période considérée. À compter du second semestre 2011, les exportations totales ont baissé avec maintien néanmoins d'une part importante à destination des pays tiers. Sur le premier semestre 2012, les exportations retrouvent des niveaux comparables à ceux de 2010 et 2009. Les ventes vers les pays tiers restent élevées : 7 % des exportations totales contre environ 3 à 4 % précédemment.

Les importations de viande bovine, en baisse en 2010 et 2011, repartent à la hausse à compter du 1er semestre 2012. À la différence des exportations, la part des importations de viande en provenance des pays tiers reste constante, autour de 3 % des importations totales.

Des cours des gros bovins en progression quasi continue depuis le second semestre 2010

En France, la hausse des abattages et des exportations de bovins vivants se situe dans un contexte de prix élevés. Depuis le second semestre 2010, les cours moyens entrée abattoir des vaches, de type laitier ou viande, et des jeunes bovins sont en progression quasi continue. À l'exception d'une baisse au printemps 2011, au moment

En France, hausse quasi-continue des cours des gros bovins à compter du second semestre 2010



Source : FranceAgriMer

de l'épisode de sécheresse qu'a connu la France, les cours moyens entrée abattoir des vaches sont en hausse régulière depuis 2010. Le pic traditionnel de hausse des cours des jeunes bovins a été particulièrement amplifié à l'automne 2011, conséquence d'une demande élevée à l'exportation et d'une baisse des disponibilités dans les exploitations.

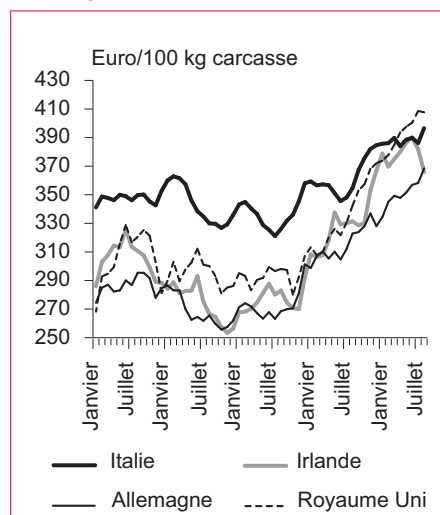
Sur les huit premiers mois de l'année 2012, les cours des gros bovins ont continué à progresser : le cours moyen de la vache de classe O de type plutôt laitier s'établit à 3,37 €/kg carcasse, contre 2,58 €/kg carcasse sur la même période de 2009. La hausse des prix en France, que les abattages soient élevés ou faibles, est le reflet d'une situation internationale tendue.

Une situation comparable dans les principaux pays de l'Union européenne

À compter de l'été 2010, les cours moyens des gros bovins ont commencé à progresser dans les principaux pays européens d'élevage bovin. Cette hausse de cours s'est maintenue durant toute l'année 2011 et sur le premier semestre 2012.

Dans ce contexte de prix européens élevés, les abattages de bovins dans les principaux États-membres ont suivi des évolutions comparables à celles

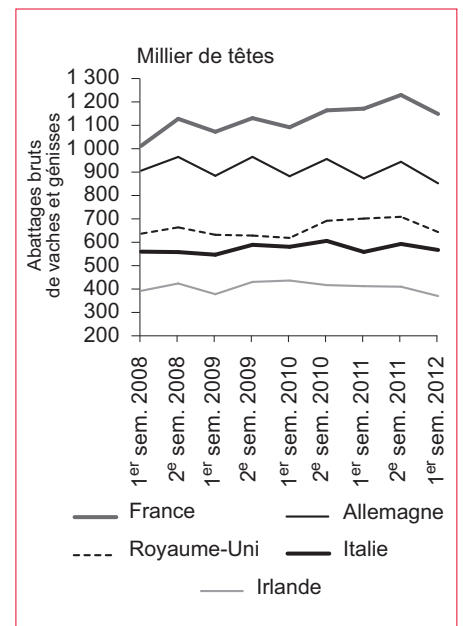
Hausse généralisée des cours des gros bovins dans les principaux pays européens à compter de l'été 2010



Source : Eurostat

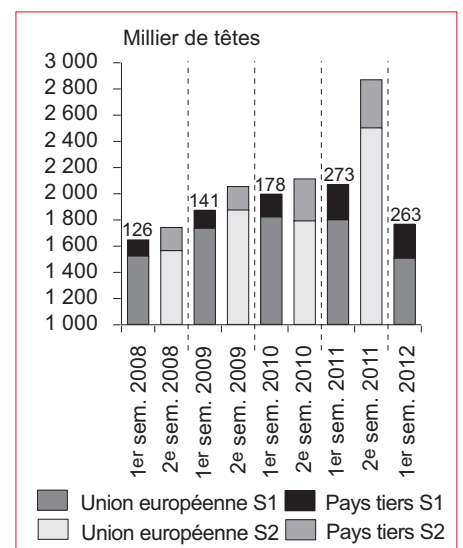
constatées en France. Pour les quatre autres principaux pays d'élevage - Allemagne, Royaume-Uni, Irlande et Italie - les abattages de femelles ont progressé plus ou moins tôt, dès le premier semestre 2009 pour l'Italie et l'Irlande, à compter du premier semestre 2010 pour le Royaume-Uni. Seule l'Allemagne a connu une situation différente. Les abattages de femelles sont restés quasiment constants entre 2008

Évolution contrastée des abattages de femelles dans les principaux pays producteurs de l'UE



Source : Eurostat

Hausse des exportations de bovins vivants au second semestre 2011



Source : Eurostat

et 2010, les éleveurs ayant préféré continuer à produire du lait malgré la baisse des prix du lait. Par contre, les abattages sont partout à la baisse au premier semestre 2012.

Les abattages de bovins mâles ont quant à eux suivi une évolution identique pour chacun des principaux pays, un pic d'abattages au second semestre 2010, puis une diminution continue

sur 2011 et 2012, avec pour l'Italie, une forte baisse au premier semestre 2012.

Des exportations de bovins vivants en hausse au sein de l'Union européenne au second semestre 2011

Les exportations de bovins vivants, hors reproducteurs, se sont fortement accentuées au cours du second semestre 2011. Elles sont ainsi supé-

rieures de 28 % à celles du second semestre 2010. Si la majorité des échanges de vivants se fait entre pays de l'Union européenne, la part des échanges vers les pays tiers progresse. La demande des nouveaux pays tiers, et plus particulièrement de la Turquie, concerne depuis septembre 2010 entre 13 % et 15 % des bovins vivants totaux exportés, contre 9 % auparavant.

Moins de vaches mais plus de femelles de moins de 2 ans

En France, un cheptel de femelles allaitantes qui perd des effectifs

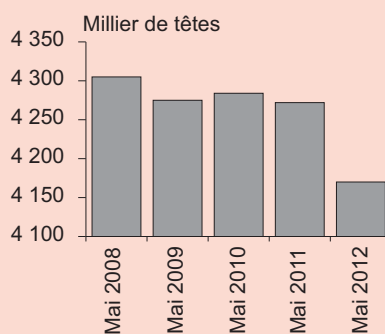
En cinq ans, l'effectif de femelles du cheptel allaitant a perdu 340 000 têtes et s'est établi à 7,7 millions de têtes. Les prix peu favorables à compter de fin 2008 ont conduit les éleveurs à maintenir dans les exploitations de bovins allaitants un stock élevé de génisses et de vaches allaitantes. La hausse des cours à partir de septembre 2010 s'est traduite par une hausse des abattages de génisses de plus de deux ans et de vaches, hausse qui a été accentuée lors de l'épisode de sécheresse en avril-mai 2011.

Néanmoins, si l'effectif de vaches et génisses de plus de deux ans au 1^{er} mai 2012 est peu élevé, celui des femelles de un à deux ans et de

moins d'un an semble indiquer une volonté des éleveurs de maintenir une

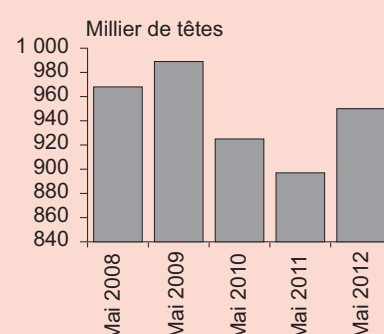
certaine capacité de production du cheptel allaitant.

Forte baisse des effectifs de vaches allaitantes entre 2011 et 2012



Source : BDNI

Les effectifs de génisses allaitantes de 1 à 2 ans en hausse en mai 2012



Source : BDNI

Un cheptel de femelles laitières qui résiste mieux que le cheptel allaitant

L'effectif de femelles du cheptel laitier a perdu en cinq ans 140 000 têtes et atteint 6,5 millions de têtes au 1^{er} mai 2012.

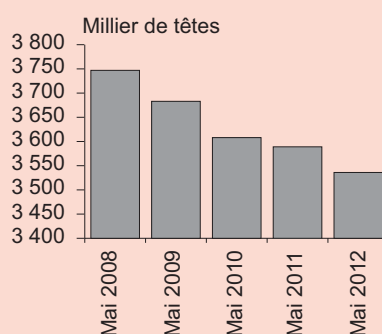
Les effectifs de vaches laitières sont en baisse de 211 000 têtes entre 2008 et 2012. La perte la plus importante (139 000 vaches) se situe entre 2008 et 2010, lors de la crise du prix du lait payé au producteur. Avec la remontée du prix du lait en 2010, les éleveurs ont conservé les vaches laitières afin de produire. Ainsi, entre 2010 et 2011, la perte des effectifs de vaches laitières n'est que de 20 000 têtes. Par contre, entre 2011 et 2012, l'effectif de vaches laitières reprend son rythme de baisse sous l'effet de la hausse des cours des gros bovins dès 2011.

Les effectifs de génisses laitières de renouvellement d'un à deux ans sont quasiment au niveau de 2011 et net-

tement au-dessus des effectifs de 2008 et 2009, au moment de la crise du prix du lait. De plus, les effectifs de femelles laitières de moins d'un an sont en forte hausse et supérieurs

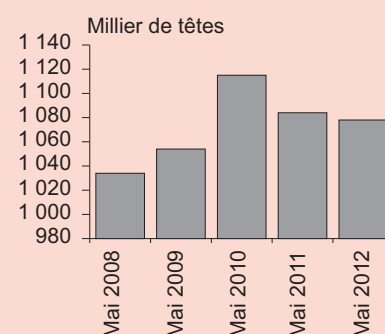
de 2 % aux effectifs de mai 2011. Ce fort potentiel de renouvellement du cheptel est peut-être à mettre en relation avec la sortie des quotas laitiers après 2015.

Baisse régulière des effectifs de vaches laitières



Source : BDNI

Effectifs de génisses laitières de 1 à 2 ans en 2012 quasiment au niveau de celui de 2011



Source : BDNI

Jusqu'au second semestre 2010, les échanges de viande bovine étaient réalisés à plus de 96 % entre pays de l'Union européenne. De juillet 2010 à décembre 2011, les ventes de viande

bovine vers les pays tiers se sont également développées pour représenter de 10 à 14 % des volumes échangés, selon la période. Depuis janvier 2012, la part du commerce

avec ces pays baisse, le commerce au sein de l'UE représentant 91 % des échanges de viande bovine de l'Union européenne.

Sources et définitions

Sources

- FranceAgriMer pour les cotations
- Eurostat pour les statistiques européennes
- Les statistiques de la DGDDI (Douanes) pour les données de commerce extérieur

Définitions

- Production indigène contrôlée totale (PIC) - CVJA

La production indigène contrôlée totale est obtenue par calcul à partir des abattages totaux CVJA augmentés des exportations et diminués des importations totales d'animaux vivants (hors animaux reproducteurs).

Les abattages totaux CVJA sont obtenus en appliquant aux résultats des abattages bruts issus de l'enquête mensuelle auprès des abattoirs, des coefficients de variation journalière d'abattage (CVJA). Ces coefficients CVJA permettent de tenir compte des niveaux d'activité des abattoirs qui diffère selon les jours de la semaine et la présence ou non de jours fériés dans le mois, le mois précédent ou le mois suivant.

- Les données d'effectifs de femelles sont issues de la « base de données nationales de l'identification » - BDNI Bovine au 1^{er} mai des années 2008 à 2012. La situation au 1^{er} mai 2008 était caractérisée par un effectif important de laitières et de bovins mâles.

Le champ de cette synthèse concerne les bovins femelles vivants et présents sur une exploitation française aux 1^{er} mai des années 2008 à 2012. Le caractère lait ou viande a été affecté à chaque bovin présent dans la BDNI en fonction de sa race.

Pour en savoir plus

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Infos rapides Animaux de boucherie n° 9/11, octobre 2012
- « Conséquences de la sécheresse sur le cheptel bovin plus marquées dans les élevages allaitants », Synthèses Animaux de boucherie, n° 2011/165, décembre 2011

PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèses octobre-novembre n° 2012/193

Retour PRODUCTIONS ANIMALES

Reprise des prix industriels laitiers sur le second semestre 2012

Les prix industriels sur les marchés internationaux ont baissé tout au long du premier semestre 2012, avant une reprise à partir de l'été. Cette chute de prix associé à la diminution de la collecte française à partir de juillet 2012 a entraîné un ralentissement de la production tant pour le beurre que pour la poudre. Toutefois, ces produits restent bien orientés à l'exportation.

En cumul sur les huit premiers mois de l'année, les fabrications de beurre en vrac ou conditionné ont stagné par rapport à la même période de l'année précédente, avec une baisse de 9 % sur le seul mois d'août. Malgré cette chute, le niveau des fabrications reste élevé, supérieur de 4 % à la moyenne des années 2007-2011. Il est même supérieur au niveau de 2008 sur la même période, date à laquelle le prix du beurre était particulièrement haut.

La demande intérieure tend à se réduire. Les volumes de beurre achetés par les ménages au cours des huit premiers mois de l'année bougent peu (- 0,6 % par rapport à 2011) mais ils sont en baisse depuis le mois de juin, malgré la diminution de prix constatée depuis juillet.

Enfin, la forte baisse des quantités de beurre produites en août fait suite à une baisse de la collecte depuis le mois de juillet. À cette date, la baisse de cette

dernière par rapport à 2011 est de 2,2 %, pour atteindre 4,2 % en août.

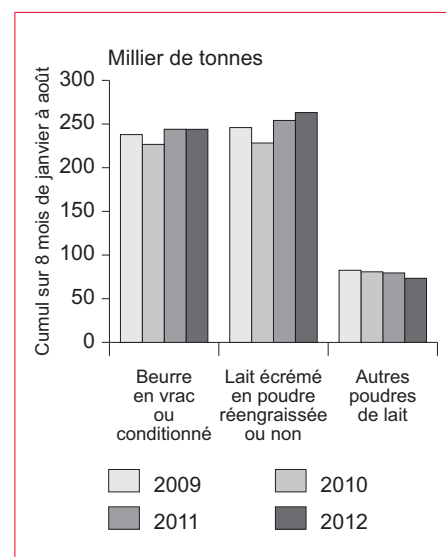
Baisse des fabrications de beurre mais progression des exportations

Contrairement aux fabrications, les exportations françaises des huit premiers mois de 2012 ont fortement progressé par rapport aux années précédentes. Elles sont supérieures de moitié à celles de 2011. L'augmentation de l'ensemble des exportations ne provient pas seulement des pays tiers, mais aussi pour une grande partie de nouveaux envois vers l'Espagne. Les exportations européennes ont repris depuis avril 2012 et dépassent leur niveau de 2011, ce qui est aussi le cas de la Nouvelle-Zélande, premier exportateur de beurre.

En 2012, les stocks privés sous contrat des entreprises françaises sont inférieurs à ceux de 2011 alors que, dans l'Union européenne, ils sont plus éle-

vés qu'habituellement à pareille époque : mi-octobre par rapport à 2010 et 2011, ils s'élevaient en France à

Stagnation des fabrications de beurre



Sources : Agreste - Enquête mensuelle laitière unifiée SSP, FranceAgriMer

5 160 tonnes contre environ 4 000, et dans l'UE à 88 800 tonnes contre moins de 60 000. Il n'y a quasiment pas de stock public en Europe depuis deux ans. Ce stockage public avait été fortement utilisé lors de la crise de

2009 pour limiter l'offre et relancer les prix, alors au plus bas niveau.

Le prix du beurre progresse depuis juin 2012, mais reste très inférieur au niveau de 2011

En 2012, le prix du beurre a fortement baissé par rapport à 2011, où il avait été particulièrement élevé, proche des niveaux enregistrés fin 2007 et début 2008, années de flambée des prix. En France, en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2012, le prix du beurre a perdu 15 % par rapport au prix de 2011. Il s'agit du beurre standard, à 82 % de matière grasse et conditionné pour la consommation. Le prix a commencé à se dégrader dès novembre 2011 et n'a cessé de descendre par la suite. Ainsi, il est passé de 3,91 euros/kg en novembre 2011 à 2,88 euros/kg en septembre 2012. Il a ainsi perdu 26 % entre ces deux périodes.

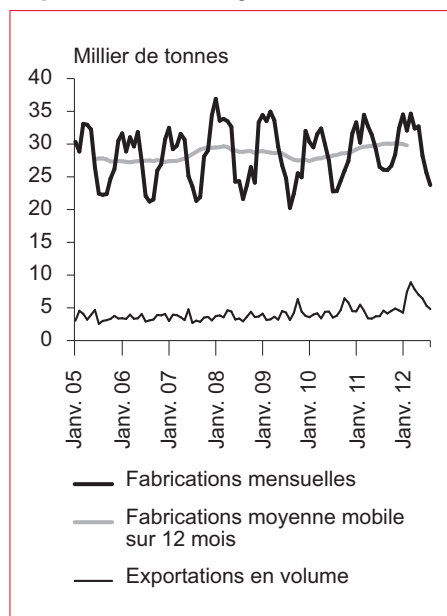
La situation est plus favorable pour le beurre standard en conditionnement industriel, dont le prix se redresse depuis juin 2012. Ainsi, après être descendu sous 2,60 euros/kg fin mai, le prix du beurre européen remonte

depuis pour atteindre 3,22 euros/kg mi-octobre, très en deçà toutefois du prix de 2011 à pareille époque. À la mi-octobre, à 4,14 dollars/kg, le prix européen est inférieur au prix américain (4,26 dollars/kg) mais très supérieur au prix océanien (3,25 dollars/kg). C'est l'Océanie qui alimente actuellement le marché grâce à la hausse de sa collecte de la campagne précédente et aux faibles disponibilités européennes.

Les fabrications de poudre progressent en 2012, soutenues par les exportations

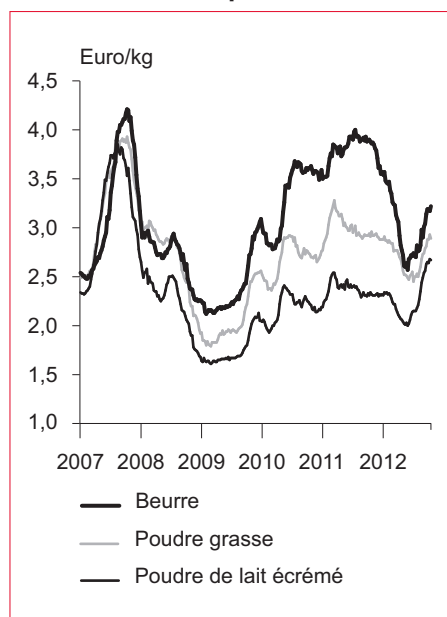
Les fabrications de poudre de lait ont encore progressé en 2012. En cumul de janvier à août 2012, elles augmentent de 0,9 % pour atteindre 336 600 tonnes malgré la forte baisse du dernier mois (- 9 %). La hausse du premier semestre correspond à une hausse de volume de poudre de lait écrémé (+ 7 %) alors que les poudres grasses ne cessent de diminuer (- 12 %). Ces dernières ne représentent plus que 22 % des fabrications, contre plus de la moitié dix ans auparavant. La structure des fabrications de poudre s'est ainsi modifiée pour s'adapter à la demande extérieure.

Baisse des fabrications de beurre depuis le mois de juin 2012



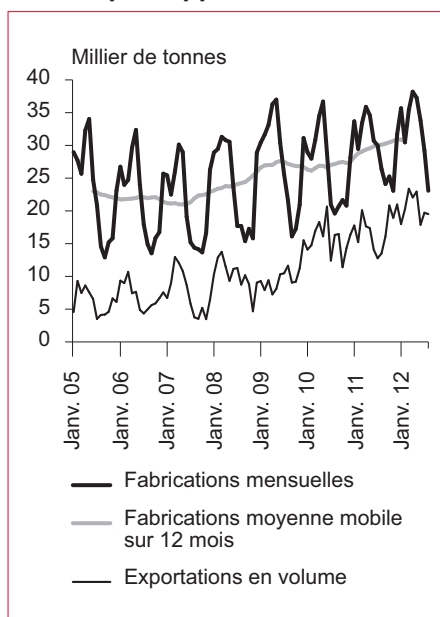
Sources : Agreste - Enquête mensuelle laitière unifiée SSP - FranceAgriMer - DGDDI (Douanes)

Les prix européens de la poudre et du beurre se reprennent



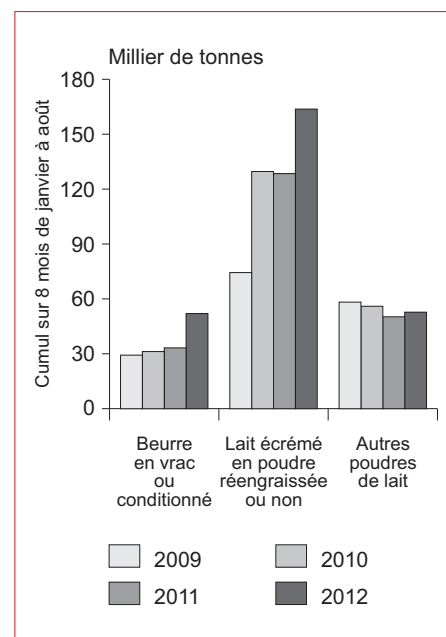
Source : Commission européenne - Règlements 562/2005 - Article 6(1) et 479/2010 - Article 2

En août 2012, stabilisation des fabrications de poudre de lait écrémé par rapport à août 2011



Sources : Agreste - Enquête mensuelle laitière unifiée SSP - FranceAgriMer - DGDDI (Douanes)

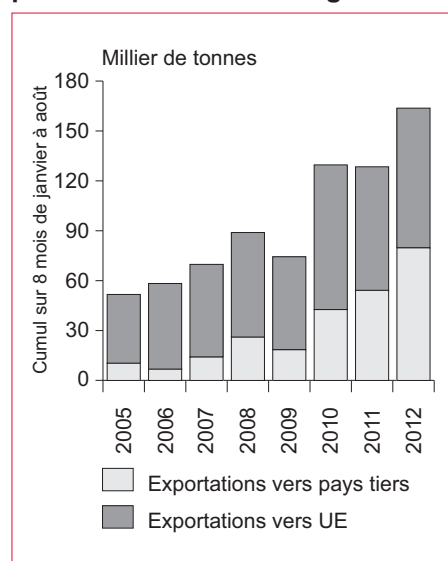
Les exportations de poudre de lait écrémé tendanciellement en hausse



Source : DGDDI (Douanes)

De fait, la poudre de lait écrémé constitue les trois quarts des exportations françaises de poudre contre environ un tiers avant 2006. En cumul sur les huit premiers mois de 2012, les exportations de poudre de lait écrémé ont progressé de 27 %, comprenant une hausse de près de 50 % vers les pays tiers. Ceux-ci deviennent un débouché de plus en plus important pour ce produit : en 2012, ils représentent près de 50 % des envois, contre moins de 30 % entre 2005 et 2009. L'Algérie, qui a augmenté de 39 % ses achats de poudre écrémée à la France par rapport à 2011, concentre à elle seule 31 % des envois français hors UE.

La part des pays tiers dans les exportations françaises de poudre de lait écrémé augmente



Source : DGDDI (Douanes)

Il n'y a pas de stock public de lait écrémé en poudre dans l'UE depuis les dernières sorties fin août en faveur du programme pour les plus démunis. En France, ces stocks publics sont nuls depuis le début de l'année 2012. Comme pour le beurre, le stockage public avait été important en 2009 lorsque les prix étaient au plus bas.

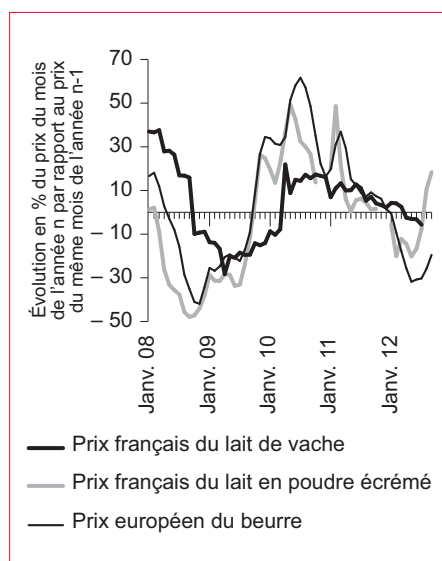
Le prix de la poudre de lait écrémé en hausse depuis juin 2012

En France, le prix de la poudre de lait a baissé les cinq premiers mois de 2012, après être resté stable d'août à décembre 2011. Le prix de la poudre

0 % destinée à la consommation humaine a ensuite perdu 15 % entre janvier et mai 2012, avant de reprendre 36 % les quatre mois suivants. Depuis août, il est supérieur au prix de 2011.

Cette évolution du prix en euro a été légèrement différente sur le marché international. En effet, le taux de change favorable a permis une baisse du prix en dollar dès le second semestre 2011 avant un redressement vigoureux à partir de juin 2012. L'Union européenne est ainsi restée compétitive par rapport à l'Océanie toute l'année 2011 et sur le premier semestre 2012.

Le prix à la production du lait de vache continue de baisser



Sources : Agreste, Commission européenne

L'Union européenne, premier exportateur de poudre écrémée

Les débouchés de produits industriels sont très dépendants des marchés internationaux. L'Union européenne est un acteur important de ces échanges. Elle est devenue le premier exportateur de lait en poudre écrémé parmi les grands producteurs. Elle se place en seconde position pour le beurre et la poudre grasse, loin derrière la Nouvelle-Zélande qui domine ces marchés. Sur les huit premiers mois de 2012, les exportations européennes vers les pays tiers ont atteint 395 000 tonnes pour le lait en poudre écrémé et 69 000 tonnes pour le beurre. La France contribue à environ 20 % de ces envois hors UE.

Sources

- L'enquête mensuelle laitière unifiée réalisée par FranceAgriMer et le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt pour les données de collecte de lait et de fabrication de produits laitiers
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects pour les données sur le commerce extérieur

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Lait » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « 2011 : une collecte et des fabrications en hausse - Résultats de l'enquête annuelle laitière 2011 », Primeur n° 290, octobre 2012
- « Recul de la collecte de lait de vache », Infos rapides Lait n° 8-9/12, septembre 2012
- « Relance confirmée des produits laitiers AB », Primeur n° 280, février 2012
- « Les fabrications françaises de produits laitiers s'adaptent à la hausse de la demande européenne et mondiale », Synthèses Lait n° 2011/155, juillet 2011
- Résultats définitifs 2011 de l'enquête annuelle laitière

MOYENS DE PRODUCTION

Synthèses octobre-novembre n° 2012/194

Retour INTRANTS

Fortes hausses des prix de l'alimentation animale entre 2010 et 2012

Les cours des matières premières agricoles, utilisées pour l'alimentation animale, s'élèvent en 2012 depuis le début de l'année. Les cours des céréales dépassent de beaucoup le niveau atteint lors de la flambée de 2010/2011, et le cours du tourteau de soja s'envole bien au-delà. Il en résulte une hausse importante des prix d'achat des aliments des animaux, répartie sur 2011 et 2012. Les prix à la production des produits animaux s'élèvent en deux ans moins vite que les prix de l'alimentation animale. Le maintien des prix d'achat des aliments à leur haut niveau atteint au milieu de 2012 ravive le ciseau de prix défavorable qui a touché les secteurs de l'élevage en 2011.

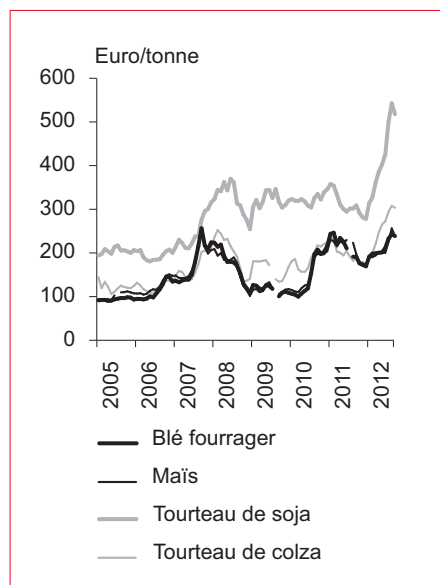
Les cours des matières premières flambent en 2012...

Les cours des matières premières agricoles servant à l'alimentation animale s'envolent à partir du début de 2012. Ils avaient déjà subi une forte hausse durant le deuxième semestre 2010 et le premier semestre 2011, puis étaient partiellement redescendus durant le deuxième semestre 2011.

Les cours du blé et du maïs s'élèvent régulièrement entre janvier et août, demeurant très rapprochés l'un de l'autre. En moyenne de janvier à septembre, les cours du blé et du maïs sont un peu inférieurs à ceux de l'an dernier, mais en comparaison avec 2010, ils augmentent respectivement de 56 et 49 %. Alors que les cours des céréales redescendaient après la flambée de 2008, le cours du tourteau de soja est resté élevé, traduisant le maintien d'une forte demande mondiale. À partir du début de 2012, il grimpe réguliè-

rement jusqu'à atteindre un sommet en août (543 €/tonne), entraînant dans

Les cours des matières premières s'envolent en 2012



Source : La Dépêche/Le Petit Meunier

son sillage le cours du tourteau de colza. Le cours moyen sur les neuf premiers mois du tourteau de soja s'élève de 32 % en un an, celui du tourteau de colza de 26 %.

L'indice Ipa, qui mesure le cours d'un panier de matières premières servant à l'alimentation animale, s'élève en septembre de plus d'un tiers en un an, et se situe en août-septembre bien au-dessus du haut niveau atteint fin 2010.

... entraînant une forte hausse des prix d'achat de l'alimentation animale

Les prix d'achat par les éleveurs de produits destinés à l'alimentation des animaux, mesurés par l'indice Iampa, sont affectés par ces fluctuations des cours, mais de façon plus réduite, et lissée dans le temps. En particulier, les prix des aliments composés répercutent les variations des cours des matières premières, avec un retard de

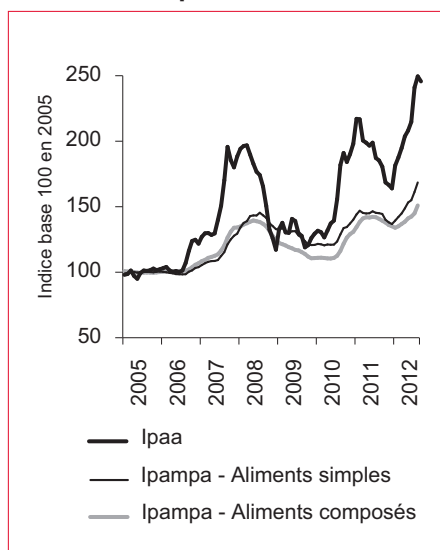
quelques mois et en les amortissant sensiblement, grâce à l'optimisation des formulations, au stockage, au maintien des contrats en cours et aux délais de réapprovisionnement. En moyenne sur les huit premiers mois de 2012, les prix d'achat des aliments composés sont stables par rapport à 2011, mais augmentent de 26 % par rapport à 2010. Les prix des aliments simples – céréales, tourteaux, etc. – s'élèvent de 4 % en un an et de 24 % en deux ans.

L'amplitude des fluctuations à la hausse comme à la baisse varie selon les filières et la composition des aliments composés. La présence du tourteau de soja a eu un rôle amortisseur lorsque les flambées des prix et leurs retombées touchaient principalement les céréales, de 2009 à 2011, alors que le prix du tourteau s'était stabilisé. En 2012, l'accélération est plus forte pour les aliments riches en protéines, en particulier ceux pour vaches laitières.

Considérée sur deux ans, la hausse du prix d'achat des aliments des animaux apparaît comme plus rapide pour les porcins (+ 35 %) que pour les autres catégories d'animaux, pour lesquels elle va de 22 à 24 %. Cependant, cette hausse sur deux ans est assez comparable à ce qu'elle est

chez certains de nos voisins européens, D'après l'Ipampa européen publié par Eurostat, la hausse du prix des aliments composés pour porcins, du premier semestre 2012 par rapport au premier semestre 2010, est de 29 % pour l'ensemble de l'Union euro-

Les prix des achats d'aliments suivent de façon amortie les fluctuations des cours des matières premières



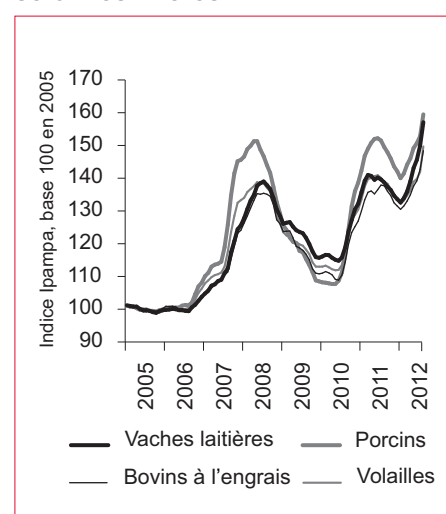
Ipampa : Source Agreste et Insee - Indice de prix des achats des moyens de production agricoles, base 100 en 2005.
Ipaap : Source La Dépêche - Le Petit Meunier - Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale, reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale (rebasé à 100 en 2005).

péenne. Elle atteint 34 % pour la France et l'Allemagne, 37 % pour la Belgique, 41 % pour les Pays-Bas, 27 % pour l'Espagne et 19 % pour l'Italie.

Sur deux ans, les prix à la production évoluent moins vite que le prix de l'aliment

Les prix des aliments des animaux progressent fortement en 2011 jusqu'au milieu de l'année, puis ils redescendent

Les évolutions des prix des aliments composés diffèrent selon les filières



Source : Agreste

Sur deux ans, les prix à la production évoluent moins vite que les prix d'achat de l'aliment

Prix d'achat de l'aliment pour :	En un an 2012/2011	En un an 2011/2010	En deux ans 2012/2010	Prix à la production de :	En un an 2012/2011	En un an 2011/2010	En deux ans 2012/2010
Vaches laitières	+ 2,0	19,9	22,3	Lait de vache	- 0,9	10,2	9,2
Bovins à l'engrais	+ 1,4	22,0	23,8	Bovins viande	+ 15,0	7,0	23,0
Ovins-caprins	+ 1,8	21,9	24,1	Ovins	+ 3,7	3,9	7,7
Porcins	- 0,9	36,4	35,2	Porcins	+ 7,3	11,5	19,6
Volailles	- 0,4	22,6	22,1	Volailles	- 1,6	17,0	15,0

Sources : Ipampa et Ippap - Agreste, Insee

Pic des prix d'achat de l'aliment au milieu de 2012

	Évolution en % du prix en août 2012/2011	Évolution en % du prix en août 2011/2010	Évolution en % du prix en août 2012/2010	Prix à la production de :	Évolution en % du prix en août 2012/2011	Évolution en % du prix en août 2011/2010	Évolution en % du prix en août 2012/2010
Vaches laitières	13,3	16,7	32,2	Lait de vache	- 3,6	5,8	2,0
Bovins à l'engrais	7,8	20,3	29,7	Bovins viande	+ 18,0	10,9	30,9
Ovins-caprins	8,5	20,1	30,3	Ovins	+ 5,0	4,2	9,4
Porcins	6,7	28,6	37,2	Porcins	+ 17,7	5,5	24,2
Volailles	7,8	17,7	27,0	Volaille	+ 2,7	15,9	19,0

Sources : Ipampa et Ippap - Agreste, Insee

partiellement en fin d'année. Ils sont donc partis d'un point relativement bas au début de 2012. Cela explique la faiblesse de l'évolution moyenne sur huit mois des prix des aliments. Mais en prenant l'évolution sur deux ans, on cumule les effets des deux vagues successives d'augmentation des prix. Cette évolution moyenne sur deux ans apparaît plus forte que les évolutions correspondantes des prix à la production des bovins de boucherie se rapproche de l'évolution des prix des aliments.

Les prix moyens de 2012 minimisent le niveau des prix atteint au milieu de 2012, qui risque de se maintenir dans la deuxième moitié de l'année. En prenant les prix du mois d'août en glissement annuel (par rapport à août 2011 et août 2010) les évolutions paraissent toutes, sauf pour le prix du lait, plus rapides sur deux ans, avec une répartition différente sur les deux années.

Un poids différent de l'alimentation animale selon les filières d'élevage

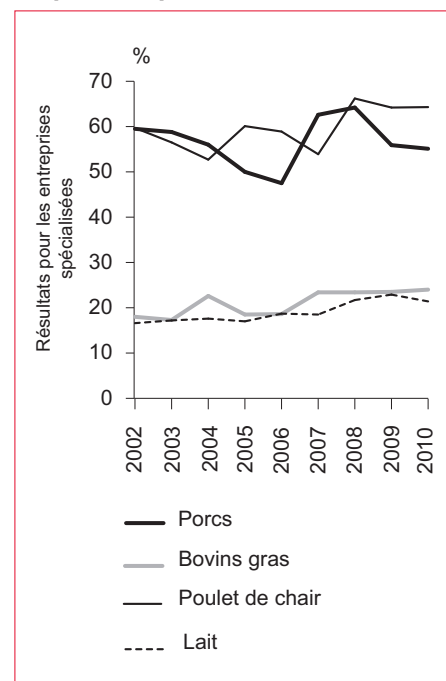
Parmi les différentes charges des exploitations, l'alimentation des ani-

maux occupe une place plus ou moins grande selon le type d'élevage. Cette part est plus importante pour les élevages hors sol, volailles et porcins, que pour les élevages d'herbivores. Lors des hausses des prix, les difficultés des éleveurs de porcins et de volailles sont donc accrues puisque les achats d'aliments tiennent une plus grande place dans leurs charges et dans la valeur du produit.

Les résultats du Rica, exploités par le SSP dans le cadre de l'Observatoire de la formation des prix et des marges, montrent qu'en 2008, année où les prix de l'alimentation étaient élevés, la part de l'alimentation animale dans la valeur du produit brut des exploitations spécialisées est de l'ordre de 64 % pour les élevages de porcs et 66 % pour les élevages de poulet de chair. Par contre, dans les exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins pour le lait et celles spécialisées dans les bovins gras, cette part est de 22 et 23 %.

Cette part de l'alimentation donne un ordre de grandeur de l'impact de la hausse des aliments, toutes choses égales par ailleurs, sur le manque à gagner en termes de chiffre d'affaires. Par exemple, une hausse de 20 % de l'aliment pour les productions hors-sol

Part de l'aliment acheté dans le produit brut autour de 60 % pour les exploitations spécialisées en porc ou poulet



Source : Agreste - Rica

aurait un impact de 20 % x 60 % = 12 % du chiffre d'affaires. Traduit en termes de prix, il faudrait une hausse de 12 % des prix des animaux pour neutraliser la hausse de l'aliment.

La part de l'aliment acheté dans le produit brut est plus forte dans les exploitations spécialisées hors-sol

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Porcs	59,5	58,8	56,0	50,0	47,5	62,6	64,2	55,9	55,1
Poulet de chair	59,7	56,5	52,7	60,1	58,9	53,9	66,2	64,2	64,3
Lait	16,6	17,2	17,6	17,0	18,7	18,5	21,7	22,9	21,4
Bovins gras	18,0	17,3	22,6	18,5	18,6	23,4	23,4	23,5	24,0

Source : Agreste

Sources et définitions

- Indicateur Ipaap (Indice des prix des matières premières en disponible, entrant dans l'alimentation animale) : La Dépêche - Le Petit Meunier.
- Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole, base 100 en 2005 : Insee, Agreste. Eurostat publie un Ipampa trimestriel regroupant les indices des états membres de l'Union européenne.
- Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production, base 100 en 2005 : Insee, Agreste.
- Observatoire de la Formation des prix et des marges. Reprise dans cette étude de données provenant du Rica (SSP) et de l'Itavi, mises en ligne sur le site de l'Observatoire, avec des indications méthodologiques précises.

Pour en savoir plus

- Dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Moyens de production » pour les séries chiffrées.
 - Dans la rubrique « Conjoncture - Moyens de production » pour les publications Agreste Conjoncture
- Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :
- « Renchérissment des aliments pour animaux », Synthèses Moyens de production n° 2011/146, avril 2011
 - « En 2010, hausse des prix de l'alimentation animale », Synthèses Moyens de production n° 2010/132, octobre 2010
 - « Production d'aliments composés en baisse en 2009, sauf pour le poulet », Synthèses Moyens de production n° 2010/107, mars 2010
 - « Le coût de l'alimentation animale s'alourdit », Synthèses Moyens de production, novembre 2007

Retour VINS

L'excédent agroalimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés

Sur les huit premiers mois de 2012, le solde des échanges agroalimentaires français atteint sept milliards d'euros. Il est en hausse de 132 millions d'euros par rapport à 2011. Le solde en produits agricoles bruts se dégrade de 1,2 milliard d'euros, du fait de la baisse des exportations du blé tendre, du blé dur et de la pomme de terre. La valeur des exportations de produits agricoles bruts, et tout particulièrement de produits végétaux, est très volatile et dépend fortement du niveau de récolte français, lui-même assez variable d'une année à l'autre et des récoltes des pays concurrents qui déterminent les prix. Le solde des échanges en produits transformés continue de progresser sur les huit premiers mois de l'année avec une croissance de 1,3 milliard d'euros. Il bénéficie de la forte demande des pays tiers qui tirent la croissance. En particulier, les exportations vers les pays d'Asie orientale et du Sud-Est sont vives, et ce depuis 2010. Cependant, pour ces pays, la France est particulièrement performante dans l'approvisionnement en boissons alcoolisées. Mais ces pays sont surtout demandeurs de produits pour l'alimentation animale ou des produits issus des animaux, viandes et produits laitiers. Sur ces produits, la France est moins bien placée.

Le blé tendre, le blé dur et la pomme de terre font chuter l'excédent en produits bruts

Sur les huit premiers mois de 2012, l'excédent des échanges en produits bruts atteint deux milliards d'euros, en baisse de 1,2 milliard d'euros par rapport à 2011. Les exportations chutent (- 11 %) tandis que les importations restent stables. Les volumes exportés sont en recul de 8,5 % et les prix de 4,5 %. Cependant, trois produits expli-

quent la quasi-totalité de cette baisse, le blé tendre, le blé dur et la pomme de terre.

La valeur des exportations des produits végétaux est fortement dépendante des récoltes de l'année

Ainsi, les exportations de blé tendre sont en diminution de 892 millions d'euros (- 30 %). En effet, la mauvaise récolte 2010 de la Russie et des pays de la mer Noire avait impacté l'appro-

visionnement en blé tendre des pays de l'Afrique du Nord (Égypte, Maroc et Algérie). Ceci avait eu pour conséquence d'augmenter leur demande auprès de la France et, surtout, avait fait grimper les cours du blé. La valeur des exportations de la France en blé tendre, qui disposait d'une bonne récolte, avait ainsi fortement augmenté, au premier semestre 2011, grâce à la fois aux quantités et aux prix. La bonne récolte des pays de la mer Noire en 2011 a permis aux pays de l'Afrique du

Nord de se réapprovisionner auprès de leurs partenaires traditionnels et aux prix de se réduire. Par ailleurs, la récolte française 2011 s'est avérée limitée par la sécheresse. De ce fait, les volumes exportés de blé tendre sont en fort repli sur les huit premiers mois de 2012 (- 23 %) et les prix à l'exportation se contractent de 9 %.

Cependant, cette baisse de la valeur des exportations ne devrait pas se poursuivre. En effet, du fait de la sécheresse aux États-Unis cet été, la récolte de maïs a été très faible et les cours du maïs sont repartis à la hausse, entraînant les cours du blé tendre. Ainsi, en août 2012, grâce à la hausse des prix, la valeur des exportations de blé tendre est sensiblement la même que celle du mois d'août 2011. Par ailleurs, la mauvaise récolte des pays de la mer Noire devrait réactiver pour certains pays leur besoin d'approvisionnement.

Dans une moindre mesure, les exportations de blé dur baissent de 146 millions d'euros (- 34 %). En effet, en 2011, l'Algérie avait eu un fort besoin de blé dur pour compenser une mauvaise récolte. En 2012, la demande algérienne s'est tarie. Ainsi, les volumes vendus de blé dur se sont contractés de 33 %, tandis que les prix se maintenaient (- 2 %).

Enfin, les exportations de pomme de terre se réduisent de 182 millions d'euros (- 46 %). Les prix à l'exportation sont en baisse de 43 % : en effet, la bonne récolte européenne de 2011 a fait chuter les prix. Les volumes sont aussi en baisse (- 5,5 %).

Hausse de l'excédent en produits transformés

Sur les huit premiers mois de l'année 2012, l'excédent en produits transformés atteint 5 milliards d'euros, en hausse

de 1,3 milliard d'euros. Les exportations de produits transformés atteignent 30 milliards d'euros, soit une hausse de 1,9 milliard d'euros (+ 7,4 %). Les volumes exportés sont en hausse de 2,3 % et les prix de 4,9 %. Ainsi, la croissance des exportations s'explique pour 30 % par la hausse des volumes et pour 70 % par la hausse des prix.

La demande extérieure en vins continue de progresser, alors que celle de champagne stagne

Les exportations de boissons sont celles qui contribuent le plus à la hausse des exportations françaises. Avec 8,6 milliards d'euros, les ventes de boissons augmentent de 1 milliard d'euros.

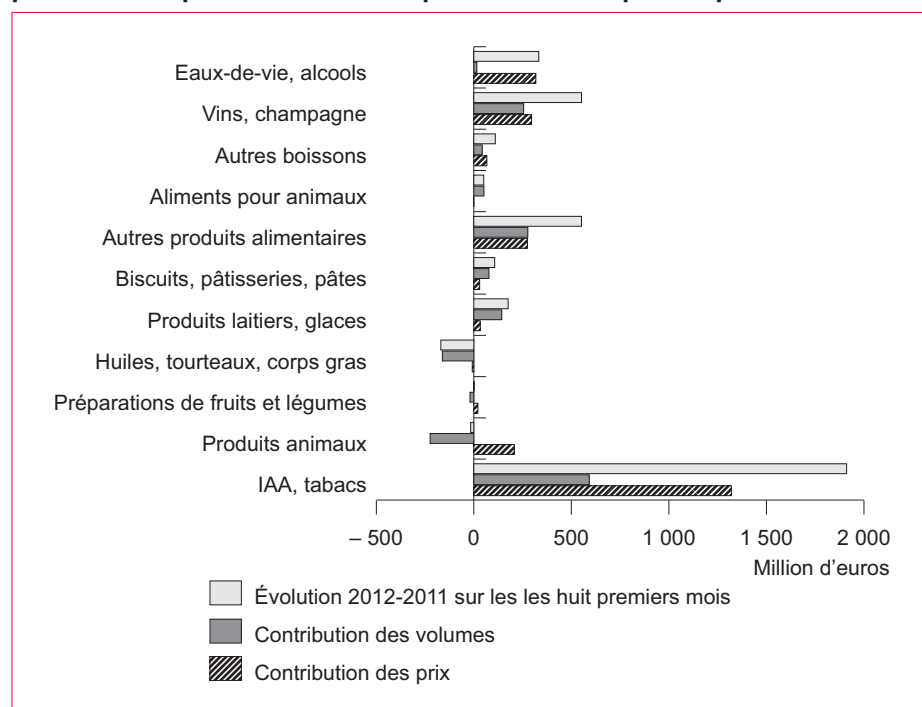
Les exportations de vins tranquilles sont en hausse de 476 millions d'euros : les volumes augmentent de 9,1 % et les prix de 6,2 %. Le Royaume-Uni explique près de 30 % de la croissance des exportations de vins tranquilles, suivi des États-Unis, de pays d'Asie - Japon, Chine, Taïwan, Singapour - de la Suisse, de l'Allemagne et de la Belgique. Cependant, la croissance des quatre pays asiatiques est contrebalancée par la forte baisse des exportations vers Hongkong (- 29 %) et, au final, vers l'Asie, les exportations augmentent de 6,1 %, sur les huit premiers mois de l'année.

Les ventes de champagnes et autres vins effervescents sont en hausse de 76 millions d'euros, grâce à la hausse des prix (+ 7,5 %), les volumes restant relativement stables. En effet, la forte demande du Japon (+ 32 %), de l'Australie (+ 35 %), de la Chine (+ 94 %) est compensée par la baisse des volumes vendus au Royaume-Uni, aux États-Unis, à l'Italie et à l'Allemagne.

Forte demande de cognac de la part des pays d'Asie

Les ventes d'alcools forts sont en hausse de 333 millions d'euros. Là encore, les prix tirent la croissance (+ 16 %), les volumes exportés restant stables. Cependant, selon les alcools, le constat est différent. En effet, les volumes exportés de vodka (- 19 %) et de liqueur (- 14 %) sont en diminution, les prix permettant à leurs exportations

La hausse des exportations de produits transformés s'explique pour un tiers par les volumes et pour deux tiers par les prix



Source : DGDDI (Douanes) - Calcul Agreste

de progresser. Au contraire, les quantités exportées de cognac augmentent de 5,4 % et les prix de 15 %. Pour le cognac, les pays d'Asie – Chine (+ 47 %), Singapour (+ 17 %) et Hongkong (+ 27 %) – et les États-Unis (+ 11 %) sont les principaux clients de la France.

Enfin, les ventes de bières sont en hausse de 93 millions d'euros, grâce notamment à des volumes en forte hausse (+ 41 %), les prix augmentant de 11 %.

Les produits élaborés agroalimentaires contribuent à la croissance des exportations

Les exportations de sucres sont en hausse de 216 millions d'euros par rapport aux huit premiers mois de l'année 2011. Les volumes exportés sont en hausse de 7,8 % et les prix de 18 %. Ce sont les pays de l'Union européenne – Allemagne, Belgique,

Royaume-Uni et Italie – qui tirent la croissance.

Les ventes de préparations alimentaires – soupes, levures, sauces, sucs, etc. – et de plats préparés sont en hausse de 161 millions d'euros, les volumes et les prix augmentant respectivement de 6,8 % et de 3,0 %. Pour ces produits, la Chine dont les ventes augmentent quasiment de moitié explique 16 % de la croissance, suivie du Royaume-Uni et des États-Unis.

Les exportations de chocolat et de confiseries croissent de 104 millions d'euros, les volumes sont en hausse de 6,8 % et les prix de 2,1 %. Les ventes à l'Allemagne expliquent 48 % de la croissance.

Enfin, les ventes de condiments augmentent de 34 millions d'euros, grâce notamment aux volumes exportés (+ 12,5 %) et dans une moindre mesure aux prix (+ 3,3 %).

Hausse des exportations des produits laitiers avec des situations contrastées selon les produits

Les exportations de produits laitiers sont en hausse de 176 millions d'euros. Les volumes exportés sont en hausse de 3,5 % tandis que les prix augmentent peu. Le lait en poudre écrémé, avec une hausse de 66 millions d'euros (+ 26 %), est le produit qui contribue le plus à la hausse des exportations, suivi du yaourt (+ 15 %), du fromage (+ 2,5 %) et du lactosérum (+ 11 %). Cependant, si les volumes exportés de poudre écrémée et de yaourt expliquent en très grande partie la hausse de ces produits, pour le fromage et le lactosérum, les quantités sont en baisse (respectivement – 1,9 % et – 10 %). Pour le lait en poudre écrémé, l'Algérie (+ 27 %) tire la croissance. Par ailleurs les exportations vers le Vietnam ont décuplé et celles vers la Chine ont augmenté de

Exportations de produits transformés : les exportations de boissons tirent la croissance

Unité : million d'euros

	Exportations sur les huit premiers mois de l'année		Évolution des valeurs 2012/2011 (%)	Évolution des volumes 2012/2011 (%)	Évolution des prix 2012/2011 (%)
	2011	2012			
Produits animaux	3 062	3 047	– 0,5	– 7,3	+ 7,3
Viande bovine	771	690	– 10,6	– 20,7	+ 12,8
Viande porcine	567	601	+ 5,8	– 2,3	+ 8,3
Volaille	621	599	– 3,6	– 4,5	+ 0,9
Produits préparés de la pêche ¹	425	489	+ 14,9	nd	nd
Préparations de fruits et légumes	1 223	1 225	+ 0,1	– 1,6	+ 1,7
Huiles, tourteaux, corps gras	1 124	955	– 15,0	– 14,3	– 0,8
Produits laitiers, glaces	4 071	4 247	+ 4,3	+ 3,5	+ 0,8
Fromages	1 793	1 837	+ 2,5	– 1,9	+ 4,4
Produits des céréales ¹	1 790	1 854	+ 3,6	nd	nd
Biscuits, pâtisseries, pâtes	857	965	+ 12,5	+ 9,1	+ 3,2
Autres produits alimentaires	4 374	4 926	+ 12,6	+ 6,3	+ 6,0
Sucre	805	1 021	+ 26,8	+ 7,8	+ 17,6
Chocolat, confiserie	1 156	1 260	+ 9,0	+ 6,8	+ 2,1
Aliments pour animaux	417	467	+ 12,2	+ 16,4	– 3,7
Boissons	7 592	8 587	+ 13,1	+ 4,1	+ 8,6
Vins, champagne	4 258	4 810	+ 13,0	+ 6,0	+ 6,6
Eaux-de-vie, alcools	1 978	2 311	+ 16,8	+ 0,8	+ 15,9
Tabacs ¹	281	315	+ 12,3	nd	nd
Produits des industries agroalimentaires	25 920	27 832	+ 7,4	+ 2,3	+ 4,8

1. La nomenclature douanière a fortement évolué entre 2011 et 2012 pour certains produits, ce qui empêche de calculer de façon fiable les évolutions des volumes et des prix pour certaines catégories de produits.

Source : DGDDI (Douanes) - Calcul Agreste

128 %. Pour le yaourt, la croissance des exportations se concentre sur les pays de l'UE.

Les ventes d'aliments pour animaux se portent bien

Les exportations d'aliments pour animaux progressent aussi, de 101 millions d'euros. Les volumes sont en hausse, tandis que les prix baissent. La hausse se partage pour moitié entre les aliments pour animaux d'élevage et ceux pour animaux de compagnie. Pour les aliments pour animaux de compagnie, la croissance des exportations est particulièrement importante vers la Russie (+ 151 %), le Japon (+ 38 %) et la Corée du Sud (+ 94 %). Pour les aliments des animaux de ferme, ces trois pays présentent aussi de fortes croissances, mais les pays de l'Union européenne – Espagne, Allemagne, Italie – contribuent aussi à la hausse.

Chute des exportations d'huiles de colza

Au contraire, les exportations d'huiles sont en baisse de 169 millions d'euros par rapport aux huit premiers mois de l'année 2011. Les volumes exportés sont en baisse de 14 % tandis que les prix restent stables (- 0,8 %). Cette baisse s'explique par les exportations d'huiles de colza qui chutent de 189 millions d'euros (- 46 %), exclusivement à cause de la baisse des quantités exportées, les prix restant stables. Par contre, l'huile de tournesol affiche une hausse de 36 millions d'euros (+ 11 %), grâce notamment aux volumes vendus (+ 9,9 %).

Baisse des quantités de viandes exportées

Enfin, la valeur des exportations de viandes et de produits issus de l'abattage reste stable sur la période, mais

cela cache des évolutions différentes selon les produits. En effet, les ventes de viande bovine sont en baisse de 81 millions d'euros : la hausse des prix (+ 13 %) ne permet pas de rattraper la chute des volumes (- 21 %). Les ventes de volailles baissent de 23 millions d'euros : les volumes baissent de 4,5 % tandis que les prix restent stables. Par contre, les exportations de viande porcine sont en hausse de 33 millions d'euros, mais cette hausse est soutenue par les prix (+ 8,3 %), tandis que les volumes diminuent (- 2,3 %). Enfin, les ventes de préparations de viandes sont en hausse de 37 millions d'euros : prix (+ 5,6 %) et volumes (+ 2,9 %) augmentent.

Les prix font augmenter la valeur des importations de produits transformés

Les importations de produits transformés sont en hausse de 614 millions

Importations de produits transformés : stabilité des quantités achetées

Unité : million d'euros

	Exportations sur les huit premiers mois de l'année		Évolution des valeurs 2012/2011 (%)	Évolution des volumes 2012/2011 (%)	Évolution des prix 2012/2011 (%)
	2011	2012			
Produits animaux	3 346	3 592	+ 7,4	+ 1,2	+ 6,1
Viande bovine	808	889	+ 10,1	+ 0,8	+ 9,3
Viande porcine	516	567	+ 9,9	+ 4,6	+ 5,0
Volaille	564	601	+ 6,5	+ 2,6	+ 3,9
Produits préparés de la pêche ¹	2 208	2 235	+ 1,2	nd	nd
Préparations de fruits et légumes	2 656	2 751	+ 3,6	- 0,6	+ 4,2
Huiles, tourteaux, corps gras	2 487	2 414	- 2,9	- 2,3	- 0,6
Produits laitiers, glaces	2 072	1 996	- 3,7	+ 1,7	- 5,3
Fromages	769	789	+ 2,7	+ 4,4	- 1,6
Produits des céréales ¹	954	985	+ 3,2	nd	nd
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 125	1 200	+ 6,7	+ 5,3	+ 1,3
Autres produits alimentaires	3 850	4 044	+ 5,0	+ 1,1	+ 3,9
Sucre	219	211	- 3,4	- 14,9	+ 13,5
Chocolat, confiserie	1 460	1 449	- 0,8	+ 1,9	- 2,6
Aliments pour animaux	274	259	- 5,3	- 7,3	+ 2,2
Boissons	1 840	1 885	+ 2,4	- 6,6	+ 9,7
Vins, champagne	391	396	+ 1,1	- 7,9	+ 9,8
Eaux-de-vie, alcools	633	602	- 4,9	- 13,2	+ 9,6
Tabacs ¹	1 204	1 235	+ 2,5	nd	nd
Produits des industries agroalimentaires	22 240	22 855	+ 2,8	- 0,1	+ 2,8

1. La nomenclature douanière a fortement évolué entre 2011 et 2012 pour certains produits, ce qui empêche de calculer de façon fiable les évolutions des volumes et des prix pour certaines catégories de produits.

Source : DGDDI (Douanes) - Calcul Agreste

d'euros (+ 2,8 %) pour atteindre 23 milliards d'euros. Les volumes sont stables tandis que les prix augmentent de 2,8 %.

Les volumes achetés de viandes augmentent

Les importations de viandes augmentent de 246 millions d'euros : volumes et prix sont en hausse. Les achats de viande bovine augmentent de 82 millions d'euros : les quantités achetées restent stables tandis que les prix sont en hausse (+ 9,3 %). Les importations de viande porcine augmentent de 51 millions d'euros : volumes (+ 4,6 %) et prix (+ 5,0 %) sont en hausse. La viande de volailles et les préparations à base de viande sont aussi en hausse du fait à la fois des prix et des volumes. Enfin, les achats des autres produits de l'abattage – cuirs, peaux, plumes, etc. – sont en hausse de 56 millions d'euros : si les volumes sont en baisse (– 2,2 %), les prix augmentent fortement (+ 26 %).

Les importations de cafés sont en hausse de 116 millions d'euros, les prix

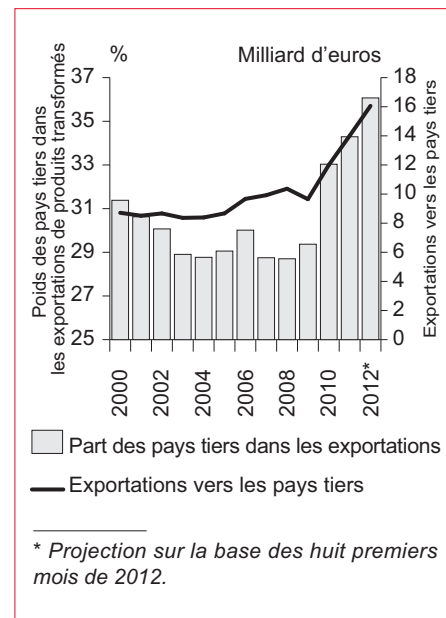
sont en forte augmentation (+ 21 %), tandis que les quantités achetées sont en baisse (– 4,1 %). Les achats de préparations alimentaires – soupes, levures, fonds de sauces, sucs, etc. – et de plats préparés sont en hausse de 66 millions d'euros : volumes (+ 4,5 %) et prix (+ 2,0 %) augmentent. Les préparations à base de fruits et légumes sont en hausse de 95 millions d'euros : les prix augmentent de 4,2 % tandis que les volumes restent stables (– 0,6 %).

Les pays tiers contribuent fortement à la croissance des exportations des produits transformés agroalimentaires

Sur les huit premiers mois de l'année, les exportations de produits transformés vers les pays tiers ont augmenté de 1 295 millions d'euros (+ 15 %), et de seulement 616 millions d'euros vers les pays de l'UE (+ 4 %). Cette forte croissance des exportations de produits transformés se confirme depuis 2010 (+ 25 % en 2010 et + 17 % en 2011). De ce fait, les pays tiers qui représentaient 29 % des exportations

de produits transformés en 2009, en représentent 36 % en 2012.

Les pays tiers ont un poids croissant dans les exportations de produits transformés



Source : DGDDI (Douanes)

Depuis 2010, l'Asie est un des gros moteurs du commerce agroalimentaire français et mondial

Parmi les pays tiers, certains ont un poids particulièrement important dans la croissance des exportations de produits transformés français, compte tenu de leur poids dans les exportations totales. Ainsi, sur les huit premiers mois de 2012, les pays de l'Asie orientale – Chine, Hongkong, Taïwan, Corée du Sud, Mongolie – représentent 9 % des exportations totales, mais expliquent 17 % de la croissance. C'est aussi le cas de l'Asie du Sud-Est (4 % des exportations, mais qui expliquent 8 % de la croissance) et des États-Unis (respectivement 6 % et 11 %). Ce constat se vérifie vers l'Asie orientale et l'Asie du Sud-Est depuis 2010 : entre 2009 et 2012, la valeur de leurs exportations vers l'Asie orientale et l'Asie du Sud-Est a plus que doublé.

Vers ces destinations, les boissons – vins, champagnes et cognacs – constituent les deux tiers des exportations de produits transformés, suivies de loin par les produits laitiers

(9 %), les viandes (6 %), les préparations à base de céréales (6 %). Par ailleurs, la croissance des exportations de produits agricoles et agroalimentaires vers ces pays est particulièrement forte : + 23 % en moyenne annuelle entre 2007 et 2011 pour les exportations vers l'Asie orientale et + 12 % vers l'Asie du Sud-Est.

La demande de l'Asie orientale et du Sud-Est pèse de plus en plus sur le commerce mondial agroalimentaire

La demande d'ensemble, et pas seulement auprès de la France, de l'Asie orientale et du Sud-Est est particulièrement forte en produits agroalimentaires. Ainsi, entre 2007 et 2011, les importations de l'Asie orientale ont augmenté en moyenne de 19 % par an et de 17 % pour l'Asie du Sud-Est. Ainsi, si sur la période 1995-2007, la part de l'ensemble de ces pays dans les échanges mondiaux de produits agroalimentaire constituait 11 % de

la demande, ratio relativement stable sur la période, à partir de 2008, cette part ne fait que s'accroître pour atteindre 15 % de la demande mondiale.

En 2011, la France représentait 2,8 % des importations des pays de l'Asie orientale et 2,6 % des importations des pays de l'Asie du Sud-Est.

La demande d'oléagineux de l'Asie orientale est forte, mais la France ne pèse pas sur ce créneau

L'Asie orientale, au sein de laquelle la Chine joue un rôle important, est le principal importateur mondial d'oléagineux. En 2011, 47 % des échanges d'oléagineux avaient pour destination l'Asie orientale (37 % en 2007). De plus, leur demande en oléagineux augmente sur un rythme très soutenu, de 31,5 % par an depuis 2007. Au final, les oléagineux représentaient 25 % des importations de l'Asie orientale.

Importations de l'Asie du Sud-Est : la France bien positionnée sur les boissons dans une moindre mesure sur les produits laitiers

	Importations totales en millions de dollars en 2011	Part de la France dans les importations en 2011 (%)	Tcam* 2011/2007	
			Total des importations (%)	Importations en provenance de France (%)
Ensemble des produits agroalimentaires	73 345	2,6	+ 16,6	+ 12,3
Sucre, cacao, préparations alimentaires	10 578	0,6	+ 18,1	+ 17,3
Céréales	9 919	0,1	+ 17,4	+ 81,8
Nourriture pour animaux	7 988	1,0	+ 15,9	+ 17,3
Huiles et graisses	7 766	0,2	+ 31,9	+ 33,8
Préparations à base de céréales	7 255	1,8	+ 16,5	+ 6,1
Poissons et préparations	5 822	0,7	+ 12,8	+ 21,9
Produits laitiers	5 158	4,7	+ 6,5	+ 12,9
Fruits et légumes	5 156	0,5	+ 17,5	+ 24,7
Boissons	3 837	31,8	+ 14,0	+ 11,7
Viandes et animaux vivants	3 752	1,5	+ 14,8	+ 10,5
Graines et fruits oléagineux (sauf farines)	3 322	0,0	+ 18,4	- 15,2
Préparations fruits et légumes	1 415	1,0	+ 14,2	+ 11,0
Tabac	1 378	1,3	+ 13,7	+ 12,1

* Taux de croissance annuelle moyen 2011/2007.
Source : UNCTADstat

Par ailleurs, les huiles et graisses, végétales principalement, représentaient 11 % des importations de l'Asie orientale en 2011. Bien que plus modeste que pour les oléagineux, la croissance annuelle moyenne des importations d'huiles et graisses est importante (+ 12 % entre 2007 et 2012). Sur ces produits – oléagineux et huiles – le poids de la France est quasiment nul (Oléagineux : vers

un marché durablement tendu ?, Oléagineux n° 2012/190, novembre 2012).

Les exportations de viandes vers l'Asie orientale n'augmentent pas malgré une forte demande

De plus, les achats de l'Asie orientale en viande sont aussi en forte hausse (+ 20 % en moyenne entre 2007 et

2011). Ils représentent 11 % des importations de l'Asie orientale. Cependant, contrairement aux oléagineux et aux huiles, la France a un poids significatif, bien que modeste, sur ce secteur (2,1 % des importations en 2011). Malgré cela, la France ne bénéficie pas de la forte croissance de la demande, puisque les achats de viandes à la France n'augmentent pas entre 2007 et 2011 (– 0,5 % par an).

Importations de l'Asie orientale : la France bien positionnée sur les boissons mais aussi sur les produits laitiers

	Importations totales en millions de dollars en 2011	Part de la France dans les importations en 2011 (%)	Tcam* 2011/2007	
			Total des importations (%)	Importations en provenance de France (%)
Ensemble des produits agroalimentaires	135 900	2,8	+ 18,8	+ 22,6
Graines et fruits oléagineux (sauf farines)	33 707	0,0	+ 25,7	+ 31,5
Viandes et animaux vivants	15 341	2,1	+ 19,9	– 0,5
Huiles et graisses	14 646	0,2	+ 12,0	+ 14,2
Poissons et préparations	13 998	0,3	+ 11,0	+ 5,0
Fruits et légumes	10 365	0,2	+ 21,4	+ 28,4
Céréales	9 422	1,0	+ 16,6	+ 39,5
Sucre, cacao, préparations alimentaires	9 063	1,0	+ 24,3	+ 23,8
Préparations à base de céréales	7 329	3,2	+ 16,7	+ 27,5
Boissons	6 810	37,6	+ 21,1	+ 30,4
Nourriture pour animaux	6 058	1,1	+ 17,1	+ 12,8
Produits laitiers	5 076	5,7	+ 27,4	+ 11,4
Préparations fruits et légumes	2 475	1,0	+ 11,3	+ 3,1
Tabac	1 609	2,2	+ 5,6	+ 27,6

* Taux de croissance annuelle moyen 2011/2007.

Source : UNCTADstat

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Commerce extérieur de la France : direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)
- Commerce extérieur de l'Asie : plateforme UNCTADstat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Définitions

- Composition de l'Asie orientale : Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Hongkong, Macao, Mongolie, Taïwan
- Composition de l'Asie du Sud-Est : Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Vietnam

Calcul des effets volume et prix

- Pour cette étude, l'évolution de la valeur d'un flux du commerce extérieur entre l'année $n - 1$ et l'année n est partagée en deux facteurs : l'effet quantité et l'effet prix unitaire. Ces deux effets conjugués représentent l'évolution du flux commercial.

Soient :

- $pe1$: la valeur unitaire à l'exportation de l'année $n - 1$
- $pe2$: la valeur unitaire à l'exportation de l'année n
- $pi1$: la valeur unitaire à l'importation de l'année $n - 1$
- $pi2$: la valeur unitaire à l'importation de l'année n
- $qe1$: la quantité exportée de l'année $n - 1$
- $qe2$: la quantité exportée de l'année n
- $qi1$: la quantité importée de l'année $n - 1$
- $qi2$: la quantité importée de l'année n

1. Pour chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire sur les flux ont été calculés ainsi :

$$\text{Effet quantité } n/n - 1 = (pe1 * qe2 - pe1 * qe1) \text{ ou } (pi1 * qi2 - pi1 * qi1).$$

- Il représente l'évolution du flux à prix unitaire constant sur l'ensemble de la classe.

$$\text{Effet prix unitaire } n/n - 1 = (qe2 * pe2 - qe2 * pe1) \text{ ou } (qi2 * pi2 - qi2 * pi1).$$

- Il représente l'évolution du flux à quantité constante sur l'ensemble de la classe.

2. On agrège au niveau des groupes de la CPF Rév. 2 en sommant les effets au niveau de la NC8.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Economie agricole/Conjoncture de l'économie agricole/Conjoncture du commerce extérieur agroalimentaire » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Commerce extérieur » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sont :

- « Marché européen de viande de poulet : la France concurrencée sur les marchés intérieur et intracommunautaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/188, septembre 2012
- « Bonne tenue de l'activité des IAA au premier trimestre 2012 », Synthèses Conjoncture Industries agroalimentaires n° 2012/185, juillet 2012
- « Prix des céréales et ventes de produits transformés tirent l'excédent agroalimentaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/174, mars 2012

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-western european potato growers
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2012

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr